

La Personnalité de la semaine
Manon Briand
page A12



Notre nouveau cahier culturel du dimanche
cahier B



F1
Villeneuve partira deuxième à Monza
page S3



PHOTO AP
Dans son allocution hebdomadaire radiodiffusée hier du bureau Ovale, Bill Clinton a annoncé la création d'un nouveau programme pour lutter contre l'abus des drogues chez les jeunes.

Les Américains font confiance à Clinton

Des experts estiment que le rapport Starr est relativement faible sur le plan juridique

d'après l'Agence France-Presse
WASHINGTON

Les Américains dans leur ensemble continuent à faire confiance au président Bill Clinton pour diriger les affaires de la nation, et cela même après la publication, vendredi, de la version intégrale du rapport Starr sur les relations sexuelles entretenues par le chef de la Maison-Blanche avec l'ex-stagiaire Monica Lewinsky.

Le premier sondage publié après la diffusion du rapport est venu conforter le président et son équipe. Selon le sondage CNN/Gallup, 62% des Américains jugent toujours favorablement M. Clinton, soit un gain de 2% sur le précédent sondage. En outre, 63% des répondants sont opposés à une destitution.

Cela rejoint les premières conclusions de plusieurs experts qui estiment que le document est relativement faible sur le plan juridique pour pouvoir étayer une procédure de destitution.

Le président Bill Clinton et ses conseillers ont d'ailleurs résolu de monter une

Voir **LES AMÉRICAINS** en A2

Autres informations en page A10

Le saint et le pécheur

RICHARD HÉTU
collaboration spéciale, NEW YORK

Dans la bibliothèque présidentielle de Ronald Reagan, à Simi Valley, en Californie, les visiteurs peuvent s'arrêter dans une pièce qui se veut une réplique exacte du bureau Ovale de la Maison-Blanche.

Pendant qu'ils jettent un coup d'oeil au décor dans lequel Reagan a travaillé de 1980 à 1988, les visiteurs peuvent aussi entendre, à intervalles réguliers, un message enregistré par l'ancienne vedette de plusieurs films de série B, dont *Bedtime for Bozo*, un titre qui colle bien à ses années à Washington, selon ses détracteurs.

« J'avais un tel respect pour la présidence que je n'enlevais jamais mon veston dans le bureau Ovale », dit le 40^e président des États-Unis dans son message aux visiteurs de sa bibliothèque, qui est située à environ une heure de voiture au nord-ouest de Los Angeles.

Deux jours après la publication du rapport lubrique de Kenneth Starr sur l'affaire Lewinsky, il est difficile de ne pas sourire en se rappelant les paroles de Reagan. La fonction qu'il vénérait tant est aujourd'hui la risée du monde parce qu'un de ses successeurs, Bill Clinton, s'est fait prendre les culottes baissées dans la Maison-Blanche par un emmerdeur patenté.

Mais il existe une ironie encore plus grande. Au cours de son second mandat à la présidence, Reagan a dû se défendre d'avoir « privatisé » la politique étrangère des États-Unis dans l'affaire Iran-contras, un affront direct à la Constitution américaine. Quand le scandale a éclaté, en 1987, il a juré qu'aucun membre de son administration n'avait participé à la vente clandestine d'armes à l'Iran dans le but d'obtenir la libération d'otages au Moyen-Orient et de financer la sale guerre des contras au Nicaragua.

Ronald Reagan avait trompé les Américains. Sciemment ou non, il avait permis aux cow-boys de son administration, les Robert McFarlane, John Poindexter, Oliver North et compagnie, de passer outre à la

Voir **LE SAINT** en A2

Les anciens de Sainte-Marie s'amuse...



PHOTO ALAIN ROBERGE, La Presse

Des anciens du Collège Sainte-Marie, dont Marcel Saint-Germain et Marc Laurendeau, membres de l'ex-groupe *Les Cyniques*, ont présenté un spectacle de leur cru, hier soir, au Théâtre du Gesù. Ce spectacle, concocté aussi par d'autres anciens devenus célèbres, les Jean-Pierre Plante, Serge Thériault, Michel Rivard et François Cousineau... venait clôturer en beauté et en grands éclats de rire les célébrations du 150^e anniversaire de fondation de cette grande institution montréalaise qui est tombée sous le pic du démolisseur en 1977. A lire en page A7

La Société canadienne du sang incapable de s'assurer au Canada

Presse Canadienne
TORONTO

La nouvelle agence canadienne du sang n'a pu contracter au pays une assurance-responsabilité pour les produits qu'elle fabriquera et distribuera, rapportait hier le *Toronto Star*.

Le Société canadienne du sang, qui

prendra le relais de la Croix-Rouge à la fin d'octobre, sauf au Québec, aura ainsi de la difficulté à indemniser les Canadiens si une autre catastrophe frappe l'approvisionnement en sang. Au Québec, le service sera assuré par Héma-Québec.

La nouvelle agence canadienne a été forcée de créer son propre assureur, basé aux Bermudes, a indiqué le vice-prési-

dent du conseil de direction du Service, Bill Gleed. Dans l'industrie des assurances, on appelle ce genre de sociétés « compagnie d'assurances captive » — elle n'est créée que pour assurer son créateur.

Bien que la Société d'assurances de la

Voir **LA SOCIÉTÉ** en A2

475
JOURS
AVANT
L'AN 2000

INDEX

Petites annonces
- index C5
- immobilier C5, C6
- marchandises C6, C7
- emplois C7
- automobile C7 à C9

- affaires C9
Arts et spectacles B1 à B12
- horaire spectacles B10
- horaire télévision B2
Bandes dessinées C6

Décès C10
Étes-vous observateur C5
Génies en herbe C11
Feuilleton C8
Horoscope C7
Laporte Stéphanie A5

Le bridge C9
Le monde A9, A10
Loteries A2, A5
Mots croisés C11
Robitaille Louis-Bernard A10

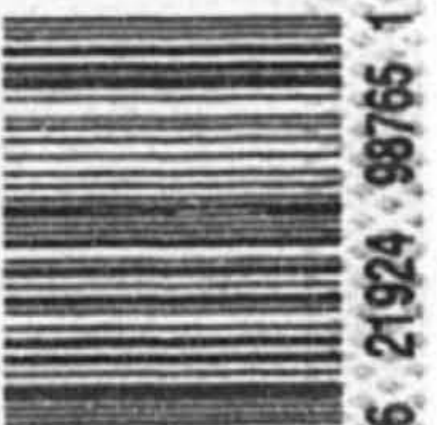
Sciences C11, C12
Têtes d'affiche A8
Tabloid Sports
- Robert Duguay S5

SANTÉ

Le dos, ce mal-aimé
- cahier C

MÉTÉO

Générallement ensoleillé
Max. 22, min. 12
Cahier Sports, page 16



Y a rien que du **AU** cette semaine grand **solde**

GERMAIN LARIVIÈRE LIVRAISON GRATUITE
AUTOROUTE 20, SORTIE 138
Sainte-Rosalie (450) 799-5522
Montréal (514) 866-8691
Sans frais 1-800-363-1336

Suites de la une

Les Américains font confiance à Clinton

LES AMÉRICAINS / Suite de la page A1

contre-attaque vigoureuse pour empêcher l'ouverture par le Congrès d'une procédure de destitution contre le chef de la Maison-Blanche et un nouveau traumatisme national, un quart de siècle après le désastre du Watergate.

La Maison-Blanche, qui a publié vendredi une première réponse de 73 pages avant même d'avoir vu le rapport, a de nouveau contre-attaqué hier en adressant au Congrès un mémorandum de 42 pages sur le même thème que la veille.

Dans ce deuxième document, les avocats de la présidence réfutent point par point les allégations contenues dans le rapport Starr et accusent ce dernier d'avoir cherché à « porter atteinte au président ».

« Le président n'a pas commis de parjure, ni d'entrave à la justice. Il n'a pas suborné de témoins et il n'a pas abusé des pouvoirs de sa fonction », ont-ils affirmé.

Le rapport ne contient pas « de preuves crédibles justifiant l'ouverture d'une procédure de destitution », avaient-ils dit vendredi.

De son côté, M. Clinton a fait part hier dans son allocution hebdomadaire radiophonique de sa détermination à remplir sa « mission première » : « travailler pour le

peuple américain » après, selon ses propres termes, « la semaine épuisante » qu'il vient de vivre.

La plupart des grands journaux ont publié hier des extraits du rapport de 445 pages du procureur Kenneth Starr, qui a accusé M. Clinton de parjure, entrave au fonctionnement de la justice, subornation de témoins et abus de pouvoir, 11 délits à même, selon le procureur, de justifier sa destitution.

Plus que les arguments juridiques, les Américains ont appris tous les détails des étreintes hâtives du président et de l'ancienne stagiaire de la Maison-Blanche Monica Lewinsky, âgée maintenant de 25 ans.

Certains radios et télévisions n'hésitaient pas à prévenir leurs auditeurs que ces détails n'étaient pas destinés à un jeune auditoire.

Le rapport, que certains ont qualifié de document le plus pornographique jamais publié par le Congrès, a traqué à la minute près les allées et venues du président et de la jeune femme, et offre une accumulation indigeste de tous les détails de leurs dix rencontres sexuelles, qui avaient toujours lieu dans la périphérie du bureau Ovale, symbole et lieu du pouvoir de la présidence américaine.

La première avait eu lieu le 15 novembre 1995, la dernière le 29 mars 1997. À trois reprises, M. Clinton était au téléphone, deux fois avec des parlementaires identifiés, lorsque la jeune femme lui a fait des fella-

tings.

Monica Lewinsky, émotive et passionnée, lui a réclamé des relations sexuelles complètes, auxquelles il s'est toujours refusé. Il a rompu à deux reprises, d'abord le 19 février 1996 et définitivement le 24 mai 1997. La jeune femme éplorée, qui avait un temps rêvé de devenir sa future épouse, a ensuite en vain, essayé de reprendre cette liaison, exigeant ensuite du président qu'il lui trouve un emploi.

Un jeu sexuel avec un cigare et le fait que M. Clinton, parfois étonnamment adolescent dans son attitude, ait retrouvé Monica Lewinsky un dimanche de Pâques, après s'être rendu à la messe avec son épouse et sa fille, a choqué plus d'un Américain.

Mais le premier sondage effectué après la diffusion du rapport semble montrer une opinion publique toujours déterminée à garder son président.

Selon cette enquête CNN/Gallup, la cote de popularité de M. Clinton en tant que président est en légère hausse de 60 % à 62 %.

Soixante-trois pour cent des personnes interrogées refusent qu'il soit destitué, et 64 % pensent qu'il ne doit pas démissionner. Mais ils rejettent l'absolution à leur président et 58 % pensent que le Congrès doit voter une mesure de censure contre 36 % qui s'y opposent.

Les membres du Congrès, qui décideront

du destin du président, marchent eux sur des charbons ardents, passant le week-end à lire le rapport et auprès de leurs électeurs, à quelques semaines des élections législatives de novembre.

Ce sera à eux de déterminer si la conduite de M. Clinton relève des « activités criminelles et délictueuses » qui, selon la Constitution, sont passibles de destitution.

Le président républicain de la Commission des affaires judiciaires du Sénat, Orrin Hatch, a estimé que le rapport « n'était pas bon » pour Bill Clinton et qu'il s'agissait d'une « affaire grave ».

« Le président a trahi sa femme et sa famille, mais n'a pas trahi la Constitution ou le peuple américain », a pour sa part estimé le représentant démocrate de Floride Robert Wexler.

Les experts juridiques soulignent qu'il n'existe, pour les aider, aucune définition précise des « activités criminelles et délictueuses » passibles de destitution.

Aucun président américain n'a jamais été destitué. L'un d'eux, Andrew Jackson, avait en 1868 échappé à la destitution par le Sénat à une voix près, et Richard Nixon a démissionné en 1974 en raison du scandale du Watergate, avant que la Chambre ne se prononce sur son sort.

rév. LUCI

Le saint et le pécheur

LE SAINT / Suite de la page A1

volonté exprimée par le Congrès américain concernant le financement des contras, entre autres. C'était pas mal plus grave qu'une pipé ou même un cigare dans le bureau Ovale. Et pourtant, Reagan a conservé l'admiration et l'affection d'une majorité d'Américains, qui le traitent aujourd'hui en véritable saint.

Ainsi, au début de l'année, un journaliste du *Washington Post* a profité de la sortie d'un documentaire de PBS sur Reagan pour encenser l'ex-président : « Reagan raconte l'histoire d'un idéologue au cœur tendre que la postérité classera peut-être parmi les plus grands présidents du siècle. Oui, ça pourrait se produire. »

Le documentaire de PBS rendait hommage à Reagan pour avoir mis fin à la guerre froide et redonné à la présidence un prestige écorché sous les administrations de Richard Nixon et Jimmy Carter. La sortie du film coïncidait avec la décision du Congrès américain de donner le nom de Reagan à l'aéroport national de Washington, de même qu'à un nouveau building de la capitale et à un porte-avions en construction.

De quoi faire rêver Bill Clinton.

Certes, le 42^e président ne passera jamais pour un saint. Vendredi dernier, lors d'une rencontre avec des leaders religieux, il s'est d'ailleurs avoué pécheur, demandant pardon à tout le monde, y compris Monica Lewinsky. Le moment n'était pas mal choisi pour faire acte de contrition. Quelques heures plus tard, le rapport de Starr allait révéler

au monde entier que le petit gars de Hot Springs et l'ex-stagiaire de Beverly Hills s'étaient livrés à des jeux sexuels à dix reprises à proximité du bureau Ovale, dont une fois après la messe de Pâques.

Clinton peut-il survivre à l'avalanche de détails scabreux contenus dans le rapport de Starr? Peut-il convaincre le Congrès et le peuple américains de passer l'éponge sur ses mensonges répétés à propos de sa relation avec une jeune employée de la Maison-Blanche? Peut-il se racheter aux yeux de l'histoire?

Si la présidence de Ronald Reagan prouve une chose, c'est bien qu'il ne faut pas sauter trop vite aux conclusions. À l'époque de l'affaire Iran-contras, plusieurs commentateurs ne donnaient pas cher de la peau du président. Sentant la bête faiblir, Ben Bradley, le

grand manitou du *Washington Post*, s'était exclamé : « Je n'ai pas eu autant de plaisir depuis l'affaire du Watergate ! »

Mais Reagan avait réussi à survivre au scandale, mettant même à profit un dernier voyage à Berlin pour lancer à Gorbachev un défi qui allait symboliser son passage à la présidence des États-Unis bien plus que l'affaire Iran-contras.

« M. Gorbachev, faites tomber ce mur ! » avait-il déclaré à propos du Mur de Berlin, qui allait effectivement tomber peu après.

Aujourd'hui, une partie de ce mur se dresse à l'extérieur de la bibliothèque présidentielle de Ronald Reagan, à Simi Valley. Quand Bill Clinton construira sa propre bibliothèque à Little Rock, en Arkansas, sera-t-il capable de trouver un symbole de sa présidence qui fera oublier Monica Lewinsky?

La Société canadienne du sang incapable de s'assurer au Canada

LA SOCIÉTÉ / Suite de la page A1

Société canadienne du sang prévoiera une responsabilité limitée à partir du 28 septembre, M. Gleed a admis qu'il faudra des années avant que l'assureur n'ait accumulé assez de liquidités pour faire face à une éventuelle demande importante d'indemnités. « Mais il est peu probable que nous connaissions une autre catastrophe similaire à celle de l'hépatite C d'ici quatre ou cinq ans », a-t-il dit.

M. Gleed, président de Citadel General Insurance Co., n'a pas voulu dévoiler à combien se chiffrent le capital initial de la société d'auto-assurances, tant que les ministres pro-

vinciaux de la Santé ne l'auront pas approuvée, la semaine prochaine. Mais cet argent proviendra « des coûts de démarrage du Service et de ses budgets annuels d'exploitation », a-t-il dit.

La Croix-Rouge a connu depuis 1986 des différends incessants avec ses assureurs. En avril 1992, le programme d'approvisionnement en sang, qui avait perdu toute couverture, démarrait un fonds pour s'assurer lui-même.

Mais comme ce fonds doit 8 milliards en dommages potentiels pour des poursuites intentées contre la Croix-Rouge dans l'affaire du sang contaminé par l'hépatite C, aucune compagnie canadienne n'a accepté d'assurer la nouvelle agence, a expliqué M. Gleed.

Selon M. John Johnstone, vice-président exécutif chez le courtier en assurances torontois J and H Marsh and McLennan, il est assez fréquent que de grandes sociétés créent une compagnie d'assurances captive.

Même les compagnies d'assurances s'assurent elles-mêmes contre des réclamations colossales, a précisé M. Gleed. Une compagnie « assumera les risques jusqu'à un certain montant, disons 200 millions, et au delà, le risque sera partagé par d'autres compagnies », a-t-il dit.

On a choisi les Bermudes parce que c'est le pays le plus populaire pour fonder des compagnies d'assurances captives, a indiqué M. Gleed.

La Presse

Renseignements : 285-7272

Abonnement : 285-6911

Télécopieur pour abonnement : 285-7039

Lundi au vendredi de 7 h à 17 h 30

Samedi de 7 h à midi

Dimanche de 7 h à 11 h

Rédaction : 285-7070

Promotion : 285-7100

Les petites annonces : 285-7111

Télécopieur : 848-6287

Lundi au vendredi de 8 h 00 à 17 h 30

Décès, remerciements : 285-6816

Lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30

Grandes annonces

Détailants : 285-6931

National, TéléPlus : 285-7306

Carrières et professions,

Nominations : 285-7320

Comptabilité

Grandes annonces : 285-6892

Les petites annonces : 285-6900

La Presse est publiée par : La Presse, Ltée, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés.

Envois de publication canadienne -

Contrat de vente numéro 0531650

Port de retour garanti. (USPS003692)

Champlain N.Y. 12919-1518.

LOTÉRIES

La quotidienne à trois chiffres : 5-4-9
à quatre chiffres : 7-4-3-4
6/49 : 5-9-10-15-21-41 Compl.42
avec extra : 943582

INSOLITE

La mariée n'était pas en mauve

■ Au début, il y a un an, lorsqu'ils se sont mariés, tout semblait rose pour Marius et Roxana Dumitrescu. Seulement voilà, un « différend irréconciliable » et suffisamment sérieux oppose les deux époux, au point qu'ils envisagent le divorce: Madame refuse de porter du mauve comme l'exige Monsieur. Marius tenait à ce que Roxana soit toute de mauve vêtue, comme sa mère l'avait toujours fait. D'ailleurs, à ses yeux, le mauve symbolisait la féminité. Roxana, elle, ne l'entendait pas de cette oreille et préférait porter des vêtements blancs, rouges et verts. De n'importe quelle couleur pourvu qu'ils ne fussent pas mauves. Le divorce n'a pas encore été prononcé.

-AP

DEMAIN DANS LA PRESSE



Corvette hard-top : une douée

■ Même s'il n'a jamais été très enthousiaste envers les Chevrolet Corvette, Denis Duquet avoue être impressionné par la nouvelle version C5. Pour l'année 1999, cette sportive a relevé son jeu d'un cran avec son nouveau modèle hard-top, le premier du genre depuis les années soixante. Non seulement cette « Vette » sera la plus exclusive de toutes, elle sera également la plus sportive, la plus agréable à conduire et la moins chère.

QUESTION DU JOUR

La Presse
Service Liaison

Vous voulez vous faire entendre?
Répondez à la question du jour. Pour faire connaître votre opinion, composez le 285-7333; au son de la voix, faites le 1.

La publication du rapport Starr hier par le Congrès américain va-t-elle couler irrémédiablement le président Clinton?

Croyez-vous que Jean Charest tiendra sa promesse de réduire les impôts des Québécois s'il est élu premier ministre?

À cette question posée hier, le pourcentage des réponses obtenues a été:

Oui: 58 %
Non: 42 %

NDLR: Ce sondage maison sert uniquement à prendre le pouls de nos lecteurs et n'a aucune prétention scientifique.



Opération
Bonne Mine

Du 15 août au 15 septembre 1998

Aidez les enfants défavorisés à défrayer le coût du matériel pédagogique lors de la rentrée scolaire!



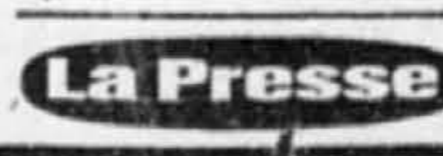
La Société de Saint-Vincent de Paul



Fondation québécoise pour l'alphabétisation



FAITES UN DON :
À votre succursale du groupe Jean Coutu
Chez votre optométriste
Ou en appelant à la ligne
1 877 221.1221



Actualités

L'EXPRESS
DU MATIN



Bagarre sanglante

■ Une bagarre qui a éclaté vers 1 h 30 dans la nuit de vendredi à samedi a fait quatre blessés, dont un homme qui a été poignardé. L'altercation s'est produite au 2629, rue Dandurand, dans le quartier Rosemont à Montréal. Selon les informations recueillies par la police, une femme aurait d'abord évincé de son logis son ex-conjoint. Ce dernier serait revenu, armé d'un pied de biche, afin de se venger. Deux hommes qui se trouvaient sur place se sont interposés afin de protéger la femme. La bagarre a éclaté et les deux chevaliers servants ont été frappés à la tête à coups de barre de fer. À un certain moment, un couteau a été sorti et l'ex-conjoint a été poignardé. Ce dernier et un autre homme ont été transportés à l'hôpital. La femme et l'autre homme ont refusé les traitements, n'étant que légèrement blessés. La nature des accusations qui seront portées contre le suspect dans cette affaire n'est pas connue.

Air Canada en l'air

■ Même si les 2100 pilotes d'Air Canada n'ont pas encore tous voté sur l'entente de principe intervenue la semaine dernière entre leur syndicat et la compagnie, tout indique que les vols reprendront demain. Dans des publicités publiées dans les journaux, Air Canada invite ses voyageurs à communiquer avec la compagnie afin de vérifier si le vol pour lequel ils détiennent des billets sera en service dès lundi. La compagnie offre même à ses voyageurs membres d'Aeroplan le triple des milles aériens sur tous ses vols entre le 14 et le 30 septembre prochain. Même si les modalités de l'entente ne sont pas connues, les pilotes pourraient recevoir des augmentations salariales de 9 % réparties sur deux ans, alors qu'ils réclamaient 12 %.

Baisse des réserves de sang

■ Afin de tenter de renflouer sa réserve de sang, la Croix-Rouge a tenu hier trois cliniques dont l'objectif était de recueillir 500 unités de sang. Depuis le début du mois, la réserve collective de sang a perdu 26 points pour se situer à 64 % de son niveau souhaitable. Présentement, il n'y a que 2634 unités de sang sur une possibilité de 4085 unités dans les réfrigérateurs de la Croix-Rouge. L'organisme comptait beaucoup sur ces trois collectes, afin de pouvoir répondre adéquatement à la demande des 75 hôpitaux de Montréal et de l'ouest du Québec en début de semaine. Les besoins de la Croix-Rouge sont urgents pour le groupe sanguin A négatif et pressants pour les groupes O positif et O négatif.

Accident mortel

■ Un camionneur de 29 ans, Sylvain Frigon, de Saint-Jacques, a perdu la vie hier matin sur le chemin Maurice-Laporte, une route de gravier dans la région de Saint-Côme. L'accident est survenu à la suite d'une perte de maîtrise du véhicule. Selon la Sûreté du Québec, le camionneur aurait décidé de sauter de la cabine de son véhicule en marche dans une courbe et une côte, près d'un ravin, après avoir réalisé qu'il ne maîtrisait plus le lourd camion à benne. Sa décision a été fatale, il s'est fracassé le crâne en sautant. La mort a été constatée sur place.

Maison de débauche

■ La Sûreté du Québec et la Sûreté municipale de Lévis ont perquisitionné vendredi dans une maison de débauche à Saint-Henri-de-Lévis et y ont arrêté cinq danseuses, quatre clients et la « barmaid ». Les clients arrêtés ont été identifiés, puis relâchés. Les cinq danseuses ont quant à elles été interrogées et seront accusées de s'être trouvées dans une maison de débauche. La « barmaid », probablement gérante de l'endroit, a aussi subi un interrogatoire et répondra à des accusations d'avoir tenu une maison de débauche. Ils devront tous comparaître par voie de sommation. La perquisition a eu lieu au bar « Paradis », que les autorités visitaient régulièrement le bar pour des infractions liées à l'alcool et aux stupéfiants.

Duchesneau appuie la création d'un camping à la carrière Francon

MARIE-CLAUDE GIRARD

Nouveau Montréal s'engage à appuyer la création d'un camping et d'une base de plein air à la carrière Francon, située au nord de la rue Jarry, un projet qu'appuie depuis quelques années l'organisme PARI Saint-Michel et d'autres groupes du quartier.

Loin d'être farfelu, le projet répondrait à un besoin, en particulier pour les campeurs en autocaravane, qui ne trouvent pas de terrains de camping dans l'île de Montréal, note Jacques Duchesneau. La Coalition démocratique-Montréal écologique avait déjà fait sien le projet, lors de la dernière campagne électorale.

L'ancienne carrière de calcaire est située à l'est de la carrière Miron, entre les boulevards Saint-Mi-

chel et Pie IX. Depuis la fermeture, en 1986, la végétation a reconquis le fond de la carrière. Les falaises, autour, créent un paysage étonnant et isolent du bruit de la ville, note Claude Bricault, candidat de Nouveau Montréal dans le district Jean-Rivard. Son père, Léo Bricault, est président du Projet d'aménagement résidentiel et industriel (PARI) Saint-Michel. L'organisme a mené une étude de faisabilité sur le projet et travaille présentement à une étude plus détaillée.

Le ministre Alfonso Gagliano a annoncé que le gouvernement fédéral pourrait investir 2,5 millions dans le cadre du programme des infrastructures, souligne Claude Bricault. On espère que Québec et Montréal investissent le même montant. La participation de la Vil-

le consisterait à céder le terrain, évalué à 2,3 millions, à une fondation à but non lucratif, ainsi qu'à aménager une route jusqu'à l'entrée du lieu.

S'il est élu, Jacques Duchesneau promet d'appuyer le projet. « Cela générerait des emplois dans un secteur défavorisé », fait-il valoir. Entre 1000 et 1500 emplois seraient créés, surtout pour la construction, indique Léo Bricault. Selon une première étude, le projet générerait annuellement plus d'un million de revenus.

« L'autre jour, il y avait des canards dans la petite mare. C'est fantastique », dit-il. Une association d'escalade s'est montrée intéressée à aménager une des falaises pour ses membres, rapporte le président du PARI.

D'après lui, le projet générerait

des profits après deux ans. Ceux-ci seraient dévolus à l'amélioration de l'endroit, au conseil d'administration de la fondation, à des groupes communautaires du quartier et à la réalisation d'autres projets dans le quartier Saint-Michel. « On a déjà payé pour les désagréments de la carrière Miron », souligne M. Bricault, pour justifier que les profits demeurent dans le quartier. Pour les résidents du quartier, le projet de camping a d'ailleurs l'avantage d'empêcher la création d'un centre d'enfouissement dans la carrière Francon.

En hiver, la Ville pourrait continuer d'y déverser la neige, mais dans une portion restreinte de la carrière. En été, la carrière Francon accueillera de 450 à 500 autocaravanes et des visiteurs à la base de plein air où on aménagerait un lac et une chute d'eau.

La Coalition démocratique se propose comme le parti d'opposition

MARIE-CLAUDE GIRARD

Dans la perspective d'un maire minoritaire et d'un conseil municipal très divisé entre les trois partis en avance dans les intentions de vote, la Coalition démocratique estime être le seul parti capable de former une opposition cohérente à l'hôtel de ville.

Les conseillers et fondateurs du parti, Marvin Rotrand et Sam Boskey, présenteront une vingtaine de candidats. « Les gens nous disent que tous les autres partis se ressemblent. Leurs affiches, leurs programmes. C'est un concours à qui ferait la promesse la plus exagérée », soutient M. Rotrand.

Considérant que Nouveau Montréal, Équipe Montréal et Équipe Montréal/Vision Montréal sont moins des partis municipaux que des regroupements de candidats autour d'un chef, le conseiller de Snowdon s'interroge sur ce qui unira tous les conseillers si le vote est très divisé, un scénario fort probable, à son avis.

M. Rotrand prévoit que le prochain maire aura moins de 35 % des voix. Ce ne serait pas une mauvaise chose, estime-t-il. « Cela pourrait éviter de faire des gestes unilatéraux sans grandes réflexions. » La Coalition vise d'ailleurs à donner une voix aux citoyens et éviter que les décisions soient prises sans consultation. « Les gens qui habitent Montréal-Nord ou Outremont ont plus de droits que les Montréalais. » Son parti souhaite réformer la Charte de la Ville et remettre entre les mains du conseil municipal une partie des décisions prises par le comité exécutif.

Outre messieurs Rotrand et Boskey, la CDM compte pour l'instant six candidats officiels: Yves La Roque de Rochebrune (Notre-Dame-de-Grâce), Bruce Toombs (Loyola), Sylvain Lapalme (Rosemont), Jean-Guy Aubé (Laurier), Ron Finnegold (Darlington), Jo Lechay (Saint-Henri). Quatre autres candidats seront nommés cette semaine. Les autres le seront lors du conseil général du parti, le 23 septembre.



PHOTO ALAIN ROBERGE, La Presse

Un bus électrique au parc La Fontaine

Histoire de sensibiliser les Montréalais aux avantages des véhicules électriques, un autobus électrique fera gracieusement la navette tout autour du parc La Fontaine aujourd'hui, entre 13 h et 16 h. Pierrrot Baptiste, 4 ans, en a profité hier pour faire une petite balade dans un autobus qu'on dit propre et silencieux. La tournée de promotion est organisée par le Centre d'expérimentation et de promotions des véhicules électrique de Saint-Jérôme, l'entreprise EcoVia et le constructeur américain AVS. Deux de ces autobus ont assuré récemment le transport de 27 500 passagers à Québec.

Trafic de vignettes: « aubergines » suspectes et neuf cadres suspendus

CHRISTIANE DESJARDINS

C'est parce qu'elle a découvert qu'un trafic de vignettes s'était instauré dans son Service transport et circulation que la Ville de Montréal a suspendu neuf cadres de cette division cette semaine, et mis sous enquête tous les employés du service.

C'est ce que le maire Pierre Bourque a expliqué à La Presse, hier. Ces vignettes, qui n'ont jamais eu de valeur légale, auraient été fabriquées de toutes pièces par un ou des membres qui ont participé à ce trafic.

Les vignettes étaient ensuite collées sur un coin de la plaque d'immatriculation des voitures personnelles des participants. Quand des agents de stationnement impliqués dans ce trafic passaient, ils ne donnaient pas de contravention à ce véhicule, même s'il n'y avait pas

d'argent dans le parcomètre ou que la voiture était stationnée illégalement.

Il est facile d'imaginer que ces vignettes aient pu aussi circuler chez les amis des amis des participants. Ces vignettes étaient-elles à vendre? Combien de personnes étaient impliquées? Depuis quand ce trafic avait-il cours? Autant de questions auxquelles le maire Bourque disait ne pouvoir répondre hier. L'enquête administrative instituée par le service de sécurité de la Ville de Montréal doit justement faire la lumière sur cette affaire.

« Nous avons été mis au courant, il y a deux ou trois semaines, que quelque chose se passait au Service transport et circulation. La présidente du comité exécutif, Noushig Eloyan, a demandé une enquête », a dit M. Bourque.

Pourquoi avoir suspendu neuf cadres?

« S'ils ont laissé faire ça », a répondu M. Bourque.

Cette affaire a jeté la consternation dans le Service circulation et transport, d'autant plus que plusieurs employés semblent tout à fait ignorants de ce trafic.

« Une dizaine de boss ont sauté tous en même temps, mais on ne sait pas ce qui se passe », a indiqué une employée, vendredi. Devant ce branle-bas de combat, elle et plusieurs de ses collègues craignaient de perdre leur emploi, sans savoir pourquoi. Le service compterait près de 200 agents de stationnement, à part le personnel de bureau.

Selon ce qu'a appris La Presse, le Syndicat des cols blancs de Montréal a reçu bien des appels d'employés aux abois. Malgré nos tentatives, il nous a été impossible de joindre le président de ce syndicat, Georges Bazinet.

Les adversaires de Bourque s'opposent au détournement des déchets

MARIE-CLAUDE GIRARD

Les adversaires du maire Bourque partagent une belle unanimité: l'administration en place ne fera que retarder la fermeture du dépôt de l'ex-carrière Miron en cessant, même partiellement, l'enfouissement des matières putrescibles, estiment-ils. Et le projet d'aménagement d'un golf et de résidences à Rivière-des-Prairies, est pour eux totalement irréaliste, considérant les 26 à 30 millions de fonds publics qui doivent y être engagés.

Tout en s'opposant à ce que la Ville dépense plus de 14,5 millions

pour envoyer une partie de ses déchets hors de l'île, Jacques Duchesneau, Jean Doré et Michel Prescott s'entendent pour dire que le lieu doit être rempli au plus vite avant de commencer à exporter des matières décomposables. D'ici là, il faudra réfléchir sérieusement à des solutions de rechange. « On n'a pas 100 millions pour fermer le site », tranche M. Duchesneau.

Les contrats pour l'exportation de déchets qui seront discutés lundi à la dernière réunion régulière du conseil municipal ne permettront pas de fermer complètement le complexe environnemental Saint-Michel aux matières putresci-

bles dès l'année prochaine, tel que promis par M. Bourque.

« On doit avoir la franchise de dire aux gens de Saint-Michel qu'il n'y a pas de solution miracle », note de son côté Michel Prescott, estimant qu'il serait peut-être préférable d'investir pour réduire le bruit et les odeurs que subissent les résidents du quartier. Le chef du RCM s'interroge sur l'avenir du contrat liant la Ville à la société Gazmont, qui brûle les biogaz se dégageant des matières putrescibles pour en faire de l'électricité.

Pour sa part, Jean Doré reconnaît avoir déjà promis lui aussi de fermer le dépôt. Il n'a pu le faire

faut d'un volume de déchets suffisant, explique-t-il. M. Duchesneau l'accuse d'ailleurs d'être responsable du fait que le complexe environnemental Saint-Michel n'est pas encore rempli. Comment peut-il commenter la situation quand il a haussé les tarifs d'enfouissement, sans consulter les maires de banlieue? s'indigne M. Duchesneau. La hausse des tarifs, pour les besoins d'un fonds assurant le recouvrement du lieu après fermeture, ont poussé les villes de l'île de Montréal à enfouir leurs déchets ailleurs, ce qui a retardé la fermeture du dépôt, estime le chef de Nouveau Montréal.

Bouchard veut la victoire dans Sherbrooke

L'élection d'un bloquiste dans le fief de Charest serait « extrêmement significative »

VINCENT MARISSAL
SHERBROOKE

Une victoire du Bloc québécois dans Sherbrooke, demain lors de l'élection complémentaire, enverra un signal au Parti québécois en vue du prochain scrutin provincial, a indiqué hier Lucien Bouchard au terme d'une visite dans l'ancien fief de Jean Charest.

« Serge Cardin (le candidat bloquiste) va nous apporter une victoire extrêmement significative, dans un endroit extrêmement significatif, à un moment extrêmement significatif », a lancé le premier ministre Bouchard aux bloquistes réunis en conseil général jusqu'à cet après-midi à Sherbrooke.

À l'instar de Gilles Duceppe, qui déclarait vendredi qu'« une victoire bloquiste dans Sherbrooke enverrait un message d'enthousiasme aux troupes souverainistes », Lucien Bouchard attend beaucoup de cette élection complémentaire.

« Il faudra déclencher les élections une bonne journée, nous le ferons dans le meilleur intérêt public, a indiqué le premier ministre. Il s'agit effectivement d'une élection extrêmement importante, pour les souverainistes, ce serait une victoire importante, ce sera une donnée, mais pas la seule. »

L'arrivée inattendue du premier ministre Bouchard au conseil général du Bloc québécois, hier matin à Sherbrooke, et l'agitation des libéraux fédéraux, qui ont dépêché pas

moins de quatre ministres dans le comté hier et vendredi, donnent une très bonne idée de l'importance que revêt l'élection complémentaire autant pour les souverainistes que pour les fédéralistes.

Les flèches décochées de part et d'autre, les tentatives de court-circuitage des événements entre les deux camps, l'omniprésence des personnalités sur le terrain et les efforts pour accaparer les médias ont transformé la bataille électorale de Sherbrooke en une véritable guerre de tranchées.

Les bloquistes, qui sont légèrement en avance dans les sondages, semblent aussi avoir eu l'avantage dans la guerre des médias en cette fin de course. L'arrivée surprise de Lucien Bouchard hier matin, en plus de fouetter les troupes, aura eu l'heureux effet pour les souverainistes de reléguer au second plan la réunion du conseil de direction du Parti libéral du Canada. Réunis à Orford, dans le comté voisin, les ministres Martin Cauchon, Alfonso Gagliano, Marcel Massé et Stéphane Dion ont dû retarder leur point de

presse de deux heures pour attendre les médias retenus au conseil général du Bloc.

Les ministres ont passé le reste de la journée à faire du porte-à-porte dans Sherbrooke pour la deuxième journée de suite, mais Lucien Bouchard leur avait déjà volé le show.

« On ne ferait jamais ça », a glissé à La Presse un collaborateur de Lucien Bouchard, le sourire fendu jusqu'aux oreilles.

Même scénario, vendredi, quand le chef du Bloc, Gilles Duceppe, a devancé le point de presse de clôture de son caucus de plus d'une heure, soit en même temps que la conférence de presse bilan du candidat libéral dans Sherbrooke, Robert Pouliot.

Même Jacques Parizeau était dans le coin, hier, faisant lui aussi concurrence aux libéraux. L'ancien premier ministre du Québec prononçait un discours à Orford dans le cadre de l'université d'été du Mouvement national des Québécois.

L'ex-chef péquiste a insisté sur la nécessité de relancer le processus référendaire au Québec. À propos de l'élection dans Sherbrooke, M. Parizeau a eu ce commentaire qui résume bien la situation : « Toutes les élections au Québec portent sur la souveraineté, a-t-il dit, même quand les chefs politiques ne veulent pas que ça porte là-dessus. »

Le ministre des Travaux publics et organisateur en chef des libéraux au Québec, Alfonso Gagliano, admet qu'il ne s'agit pas d'une élection difficile. « C'est une élection serrée,

nous allons travailler jusqu'à 21h30 lundi », dit-il.

Le passage du premier ministre Bouchard a fortement agacé les ministres libéraux qui n'ont plus que quelques heures pour tenter de combler l'écart avec le Bloc. « M. Bouchard a toujours été chef du Bloc, ce n'est pas nouveau », a sèchement laissé tomber le ministre Stéphane Dion.

« M. Bouchard a brisé toutes les règles, alors je ne suis pas surpris, a renchérit M. Gagliano. Ce n'est pas la tradition pour le premier ministre du Québec de participer à une élection fédérale, mais à partir de M. Bouchard, ce n'est pas toujours le cas. »

Le premier ministre Bouchard a rejeté à l'avance les accusations de ses adversaires par un camouflet à celui qu'il affrontera bientôt dans des élections provinciales.

« Jean Charest a dit dès le début qu'il appuie le candidat conservateur et personne ne lui en tiendra rigueur, rappelle M. Bouchard. Appuyer ou venir dans le comté, ça se ressemble, c'est un degré de plus qu'il n'a pas franchi parce qu'il avait peur d'être associé à une défaite. »

Jean Charest, quant à lui, est demeuré extrêmement discret en cette fin de campagne, indiquant hier qu'il commentera le résultat de l'élection partielle demain seulement.

Les autorités gardent le secret des dernières minutes du vol 111

ANDRÉ PÉPIN
HALIFAX

Les enquêteurs de Transports Canada ont maintenant en main le détail précieux des dernières conversations dans la cabine de pilotage du tragique vol 111 de la Swissair, mais le public ne saura vraisemblablement jamais ce qu'elles révèlent exactement. La thèse de la panne électrique générale est retenue.

Le porte-parole des enquêteurs, John Maxwell, a confirmé hier, à Ottawa, que la deuxième boîte noire, retrouvée vendredi au large de la Nouvelle-Écosse, fournit des renseignements fort pertinents au sujet des difficultés vécues dans la cabine, au cours des dernières minutes, mais il a également réitéré ce que l'enquêteur en chef Vic Gerden avançait cette semaine : « Une loi canadienne, appliquée dans plusieurs pays, nous empêche de révéler le contenu des dernières conversations. »

En clair, cela veut dire que si des paroles trahissent de la panique, du désespoir, les derniers adieux par exemple, cette partie demeurera secrète.

M. Maxwell ne pouvait, hier, confirmer si les six dernières minutes du vol fatidique peuvent être expliquées, retranscrites. Il faudra des jours de vérifications. « L'enregistrement des 30 dernières minutes est d'excellente qualité. Nous ne pouvons cependant dire, pour le moment, si les six dernières minutes sont contenues dans l'enregistrement que nous avons récupéré. »

L'enquêteur, très prudent dans ses commentaires, a par ailleurs

expliqué que ces six dernières minutes, dont on parle abondamment depuis le drame, sont importantes, mais non pas absolument nécessaires à la bonne marche de l'enquête. « Nous avons maintenant une quantité importante de données », a-t-il dit, précisant qu'il faudra nécessairement des mois avant la conclusion finale de l'enquête.

Plusieurs fois durant le point de presse qu'il donnait dans la capitale fédérale, M. Maxwell a fait allusion à une panne électrique majeure. Dans un panneau situé juste au-dessus des pilotes, dans la cabine, des circuits auraient surchauffé, au point de brûler les sièges de la cabine. Impossible, par ailleurs, de savoir si l'ensemble de l'appareil était dans le noir et la fumée.

Le Canada, responsable de cette enquête qui pourrait s'avérer la plus importante de son histoire, a par ailleurs dépêché des enquêteurs en Suisse pour recueillir tous les renseignements utiles concernant l'entretien des aéronefs de la Swissair.

La GRC de Halifax a par ailleurs confirmé, hier, que l'appareil dans lequel ont péri 229 personnes le 2 septembre, transportait dans sa partie cargo des sommes considérables d'argent, destinées aux banques suisses. La somme exacte n'a pas été révélée, mais on parle ici de plusieurs millions qui se trouveraient toujours au fond de l'océan, dans la baie Saint Margaret, située à l'entrée de la magnifique baie de Fundy.

Clinique anti-pollution pour 1000 voitures

RAYMOND GERVAIS

Ce n'est un secret pour personne, les automobiles polluent et l'émission des gaz provenant des véhicules sont responsables des pluies acides, du smog, du réchauffement de l'atmosphère et de la destruction de la couche d'ozone. Afin de lutter contre ce phénomène, de nombreux États américains ainsi que l'Ontario et la Colombie-Britannique, ont adopté des programmes permanents et obligatoires d'inspection et d'entretien des véhicules automobile.

Au Québec, la mise en place d'un tel programme est devenue incontournable en raison de l'engagement du Canada et du Québec dans le cadre d'accords internationaux sur la protection de l'environnement.

Hier, dans l'île Sainte-Hélène, près d'un millier de voitures ont été soumises à une inspection visant à analyser les gaz s'échappant.

André Bélisle, président de l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique, organisme chargé par le gouvernement du projet pilote *Un air d'avenir*, a indiqué que d'ici l'an 2000, Québec possèdera son propre plan d'inspection des véhicules.

Sur les quelque 6000 véhicules inspectés lors des cliniques depuis un an et demi, environ le quart des automobiles et la moitié des camions ne respectaient pas les normes antipollution.

« Le Québec accuse un retard inacceptable dans le dossier de la lutte contre la pollution automobile et il est urgent d'instaurer un pro-

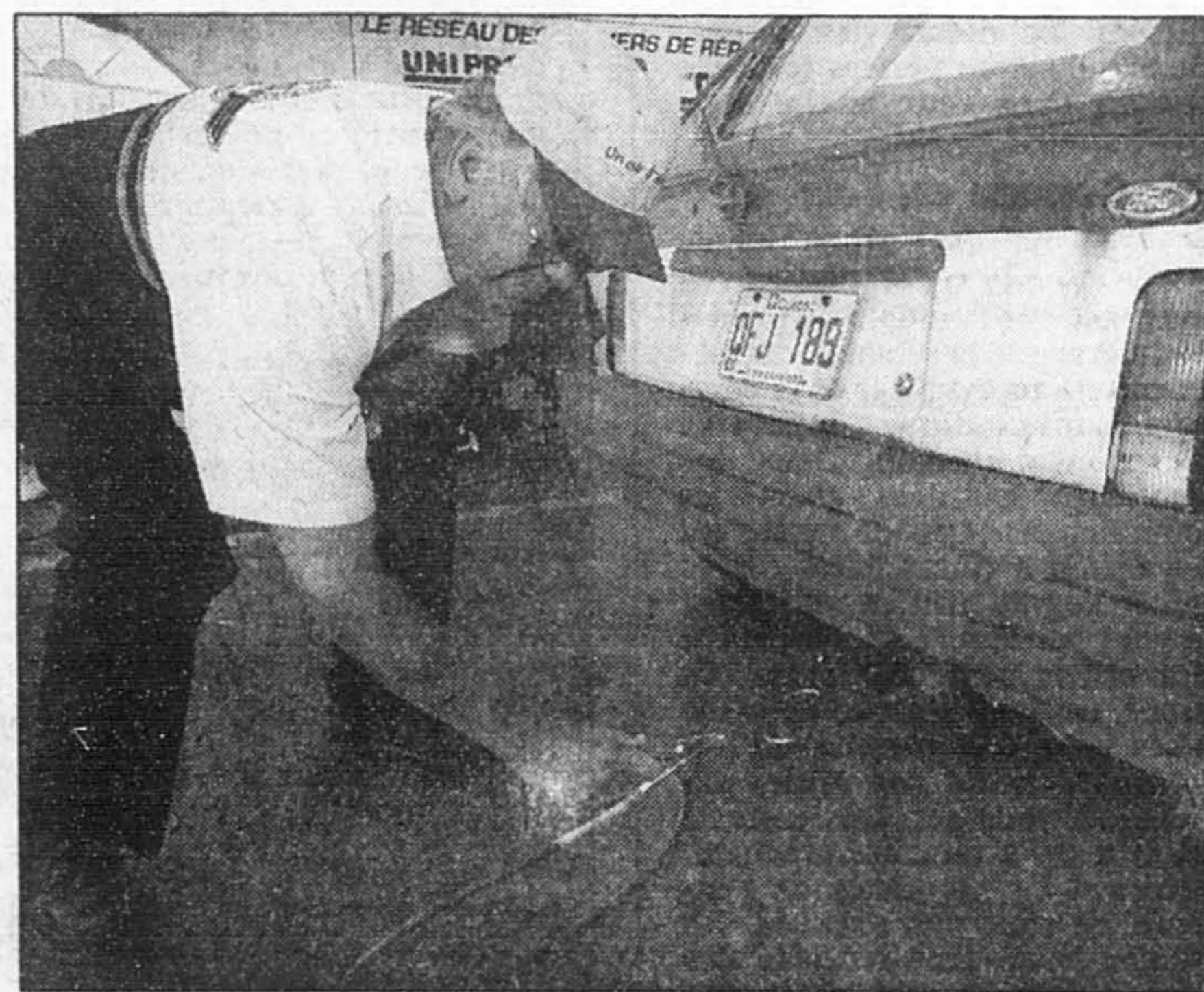


PHOTO ALAIN ROBERGE, La Presse

Afin de déterminer si les véhicules correspondent aux normes antipollution, Denis Brault, d'Uni Select, insère une sonde dans le tuyau d'échappement, qui prend la lecture des émanations de gaz.

gramme permanent qui permettra de réduire de 25 % la pollution du parc automobile », a précisé M. Bélisle.

Jean-Pierre Létourneau du ministère de l'Environnement et de la Faune du Québec, a indiqué pour sa part, que seuls les manufacturiers de voitures neuves étaient soumis à une approbation du gouvernement fédéral quant à l'émission des gaz, mais qu'à partir du moment où les véhicules sortent de chez le concessionnaire, il appar-

tient aux provinces d'imposer les inspections des véhicules.

Aux États Unis, le renouvellement de l'immatriculation d'un véhicule passe obligatoirement par une inspection du système d'échappement du véhicule, lequel doit correspondre aux normes.

Au Québec, même si le parc automobile est plus jeune qu'en Ontario et qu'en Colombie-Britannique, il pollue plus. Ce serait parce que les Québécois sont moins portés à entretenir leurs véhicules.

AVENTURE ELECTRONIQUE

Les meilleurs prix garantis*

BOSE

ENSEMBLE AUDIO CINÉMA MAISON -LIFESTYLE 8 BK-

- Ensemble au design intégré pour tout décor
- Technologie Acoustimass/ Télécommande
- Jusqu'à 65 pieds
- Module de contrôle LifeStyle : lecteur laser, système AM/FM
- 5 haut-parleurs + haut-parleur d'extrêmes graves

gratuit TITANIC

PISSANCE TOTALE 240W

1999⁹⁹

Aucun intérêt avant L'an 2000

ZENITH

2-TUNER I-D-I

ÉCRAN PROTECTEUR INCLUS

Rabais 500\$

2499⁹⁹

Jusqu'à épuisement des stocks. Peut être un démonstrateur.

MONTCLAIR

GRATUIT

Aucun achat requis. Obtenez gratuitement

2 bouteilles de 1,5 litre d'eau de source Montclair sur présentation de ce coupon. Limite de 1 coupon par client.

ExpressVu

SYSTÈME COMPLET

Ne payez que pour les ensembles de programmes choisis parmi le menu EXPRESSVU.

A partir de 795\$ par mois

MAINTENANT DISPONIBLE

Recepteur auxiliaire EXPRESSVU pour votre deuxième téléviseur à super prix!

*Après crédit accordé sur la première facture d'abonnement. 1 crédit par abonnement.

399⁹⁹

REPENTIGNY Galeries Rive-Nord (450) 581-1300	BROSSARD 8100 boul. Taschereau (450) 923-8100	CENTRE FAIRVIEW Entrée boul. Brunswick (514) 630-6815	CHATEAUGUAY 15 boul. St-Jean-Baptiste (450) 698-2005	DÉCARIE 800 boul. Décarie, Carré Décarie (514) 733-6900	DRUMMONDVILLE Carrefour Super Carrefour (819) 472-3124	LASALLE 7800 boul. Newman (514) 595-7800	LAVAL 3054 Autoroute 440, Décarie (450) 686-3956	LONGUEUIL 3714 Chemin Chambly (450) 674-3714	MONTRÉAL 3520 boul. St-Joseph E. (514) 255-3520	ST-LÉONARD 4550 boul. Métropolitain E. (514) 722-4550	SHERBROOKE 3280 boul. Portland (819) 346-6633	TROIS-RIVIÈRES Carrefour Trois-Rivières-Ouest (819) 691-4520	ST-HUBERT 3839 boul. Taschereau (450) 445-1011	ST-HYACINTHE 2125 boul. Casavant O. (450) 771-2125
HAWKESBURY (613) 632-0441 CENTRE HAWKESBURY	GRANBY (450) 776-7844 LES HALLS DE GRANBY	SOREL (450) 746-4736 PROMENADES DE SOREL	BELOEIL (450) 446-3831 MAIL MONTENACH	ST-JEAN (450) 359-5940 PLACE ST-JEAN	ST-JÉRÔME (450) 431-6809 CARRÉFOUR DU NORD	JOLIETTE (450) 562-0208 GALERIES DE JOLIETTE	LACHUTE (450) 562-0208 CARRÉFOUR ARGENTEUIL							

* Sur téléviseurs de 999.99 et plus, produits audio de 999.99 et plus, mini systèmes de 999.99 et plus, radios d'auto de 599.99 et plus, places de 999.99 et plus, sur tous les électroménagers, meubles et produits en liquidation (sauf produits informatiques). S.A.C. Paiement mensuel minimum de 1.98% du montant financé. Ne peut être jumelée à aucune autre offre. Détails en magasin. Les photos peuvent différer des modèles en vente. Certains articles ne sont pas disponibles dans tous nos magasins. *Durant 15 jours suivant l'achat aux mêmes conditions dans la même région, chez un marchand autorisé qui a la marchandise en stock. Détails en magasin.

Ne pas déranger



Stéphane Laporte

collaboration spéciale

Mardi soir. Je déambule dans les corridors d'un hôtel de Toronto. À moins que ce ne soit un hôtel de New York? Ou de Boston? Ou de Washington? Je ne sais plus. Il n'y a rien qui ressemble plus à un hôtel qu'un autre hôtel. J'arrive devant la porte de ma chambre. Je glisse la petite carte magnétique dans la petite fente. La lumière verte est censée clignoter. Et la porte s'ouvre. Mais c'est la lumière rouge qui clignote. Et la porte reste fermée. J'essaie à nouveau. Encore la rouge. Je commence à m'énerver! C'est rageant d'être incapable d'ouvrir une porte. Surtout quand on s'appelle Laporte! Maudites cartes en plastique! C'était si simple, une bonne vieille clef! Je secoue la poignée. Pas moyen de rentrer. Quand on éprouve des ennuis avec la nouvelle technologie, on se demande toujours si c'est la faute de la machine ou si on est trop naïeux pour la faire fonctionner comme du monde. Je me calme. Je respire par le nez. Je tourne la carte

et je la glisse encore une fois dans la fente. La lumière verte s'allume. C'est bien ce que je craignais, c'est moi qui suis naïeux! J'entre dans ma chambre. Brrr! On gèle. L'air climatisé fonctionne à plein régime. On dirait que Bonnie est dans la pièce. J'essaie de trouver le piton pour éteindre le ventilateur. Je n'y arrive pas. Je suis frû. Et froid. Toc! Toc! Ça cogne à la porte. C'est le bagagiste avec mes valises. Il les dépose à côté du lit. Merci. J'ouvre mon sac en cuir pour prendre mon chandail. Le bagagiste est encore là. Il ne sort pas. Oups! J'ai oublié de lui donner un pourboire. Wait a minute! Je lui tends une pièce de deux dollars. Thank you. Il s'en va.

Je ne trouve pas mon chandail. Il doit être dans mon étui rouge. Où est mon étui rouge? Le bagagiste a dû l'oublier dans le hall. J'appelle le concierge. Il me met en attente. Dix minutes plus tard, je lui parle. You forgot my red étui. No problem, qu'il dit. Pas de problème, mais j'attends quand même une autre demi-heure. Finalement, ça cogne à la porte. C'est le même bagagiste. Il me donne mon étui rouge. J'ouvre mon étui rouge. Je prends mon chandail. Le bagagiste est encore là. Il ne sort pas. Je lui tends un autre deux dollars. Il s'en va.

Bon. J'accroche le petit écriteau Do not disturb / Ne pas déranger à la porte de ma chambre. Enfin, je vais pouvoir relaxer. Je vais dans la douche. J'ouvre le robinet. Ayoie! L'eau est tellement chaude, j'ai peur de mourir comme monsieur Salada. La poche ébouillante! J'essaie de rétablir la température de l'eau à un degré humainement supportable. Je n'y arrive pas. Je tourne à gauche, ça me les brûle. Je tourne à droite, ça me les gèle. Je me sens comme Keith Richards.

Chaud et gelé à la fois!

Je sors de la douche. Je vais chercher ma trousse de toilette dans ma valise. Je suis nu comme un Bill. J'entends la porte s'ouvrir. C'est la femme de chambre. Wô! Wô! Wô! Don't enter! Don't enter! Je me garroche sur la porte. Et je la tiens entrouverte. La femme de chambre me demande si je veux mon petit chocolat pour la nuit. En temps normal, je lui aurais bien répondu quelque chose de salé, mais quand on est tout nu, on fait ça vite. Je dis simplement « No, thank you! » Et je referme la porte. Je retourne prendre ma trousse. J'entends la porte s'ouvrir à nouveau. C'est le gars du mini-bar. Il veut vérifier mon mini-bar. Mais là, il vérifie plutôt ma maxi-barre! Je lui ferme la porte au nez. « Can't you read? It is écrit Do not disturb! »

Je n'en peux plus. J'ai faim. Il est 22 h et je n'ai pas encore diné. Heureusement, dans cet hôtel, on sert aux chambres jour et nuit. J'appelle le serveur. Il me met en attente. Quinze minutes plus tard, je lui parle. « Yes, I'd like to have une entrecôte avec une frite, un sundae et un Coke. » Le gars me répond qu'il est trop tard. Je lui dis qu'on est supposé pouvoir commander n'importe quand. Il me réplique qu'après 20h, il y a un menu spécial. J'ai le choix entre des canapés au saumon et un assortiment de biscuits à thé. Je commande l'assortiment de biscuits à thé. Quarante-cinq minutes plus tard, le serveur arrive avec mon « repas ». Il s'est trompé. Il m'a apporté les canapés au saumon. Je lui demande s'il peut aller me chercher l'assortiment de biscuits. Il me dit qu'il n'en reste plus. Je lui dis merci. Il reste là. Je lui donne une pièce de deux dollars. Il s'en va. Je n'en peux vraiment plus. Je me couche.

Après tout, qui dort dîne. Je défais mon lit. Les couvertures sont tellement raides, on dirait qu'elles ont été lavées avec du Viagra. J'allume la télé pour m'endormir. Mais je n'arrive pas à faire fonctionner la télécommande comme du monde. Pas moyen de changer de poste. La télé est bloquée au film de cul! Je sais que personne ne va me croire, mais c'est vrai. Je suis pris à essayer de m'endormir en regardant *Titanus*! Ça raconte les relations sexuelles entre Jack, un jeune pauvre ayant un sexe gros comme un paquebot, et Rose, une riche anglaise froide comme un iceberg. Contrairement à *Titanic*, le paquebot entre dans l'iceberg dès le début du film. Après cinq minutes, ça marche, je dors.

Une heure et demie du matin. J'entends la porte de ma chambre s'ouvrir. Je m'écarquille les yeux. Quelqu'un est en train de déposer sa valise. C'est un homme d'affaire. Il s'est trompé de chambre. Mais sa clef magnétique a fonctionné quand même! Je lui dis It's my room! Il reste là. Ah non, pas un maniaque! À moins que... Je lui donne une pièce de deux dollars. Il s'en va.

Trois heures du matin. Je ne dors pas. J'ai froid. J'ai faim. Et j'ai peur que quelqu'un entre dans ma chambre. Je suis en train de faire un burn-out hôtelier.

Vendredi soir. Me revoilà enfin à la maison. Dans mes affaires. Dans mon petit confort. Après trois semaines de tournée. Home sweet home! Quel bonheur! J'ai à peine les pieds dans l'entrée que Titi vient m'accueillir en me disant: « Mon amour, j'ai une surprise pour toi. Pour nos retrouvailles, j'ai réservé une chambre dans un hôtel de Québec. On part tout de suite! »

Misère! Avoir su, je me serais accroché, dans le cou, l'écriteau Ne pas déranger!

Difficultés pour la fusion Daimler/Chrysler

Agence France-Presse
BONN

Des difficultés subsistent dans le processus de fusion entre le numéro un allemand de l'industrie, Daimler-Benz, et le constructeur automobile américain Chrysler, écrit l'hebdomadaire allemand Der Spiegel à paraître demain.

D'après l'hebdomadaire, une disposition du droit fiscal américain cause quelque souci aux dirigeants des deux

groupes: pour que l'opération d'échange d'actions Daimler-Benz au profit d'actions DaimlerChrysler soit intéressante du point de vue fiscal, il faut que 90 % des actionnaires acceptent la fusion. Avec un pourcentage de seulement 80 %, la fusion serait remise en cause en raison d'un coût fiscal trop élevé.

En conséquence, et avant l'assemblée générale des actionnaires de Daimler-Benz et celle de Chrysler vendredi prochain qui doivent avaliser

la fusion, le groupe allemand a lancé une grande campagne publicitaire, assortie d'une cerise sur le gâteau: en l'occurrence la promesse du patron de Daimler, Juergen Schrempf, d'échanger chaque action de Daimler-Benz contre 1,005 action DaimlerChrysler.

L'assemblée générale des actionnaires du groupe allemand sera précédée d'une assemblée générale de DaimlerChrysler AG, une société spécialement créée en mai dernier.

Devenez un auteur à succès

Vous avez envie d'écrire? L'École de rédaction vous offre un cours par correspondance qui vous montrera comment écrire de façon professionnelle et faire publier vos textes.

Apprenez à rédiger des articles, nouvelles, romans ou scénarios qui se vendront. Votre tuteur ou tutrice privé vous aidera à écrire des textes clairs, frais et vendables. En fait si, à la fin du cours, vous n'avez pas récupéré vos frais grâce à vos ventes, NOUS VOUS REMBOURSERONS jusqu'au dernier sou!

Écrivez-nous dès aujourd'hui pour obtenir gratuitement notre brochure explicative.

Appelez le 1-800-267-1543
ou par télécopieur le 613-749-9551
brochure@qualityofcourse.com

Nom _____ L'ÉCOLE DE
Adresse _____ RÉDACTION
Ville / Prov. _____ 38, av. McArthur
Code postal _____ Bureau 546
Ottawa (Ontario) K1L 6R2

Le cours est déductible d'impôt et exempt de TPS

FAITES VITE

LIQUIDATION

QUANTITÉ LIMITÉE

ZÉRO COMPTANT
ZÉRO DÉPÔT DE SÉCURITÉ
ZÉRO FRAIS DE TRANSPORT ET PRÉPARATION

SUR L'ACCENT ET L'ELANTRA

ACCENT
Location à partir de **185\$*** /mois/48 mois

ELANTRA
GL BERLINE
Location à partir de **219\$*** /mois/48 mois

TIBURON

ÉDITION SPÉCIALE
Location à partir de **298\$**** /mois/48 mois

SONATA

Location à partir de **209\$***** /mois/48 mois
+ 20\$ AVEC TRANSMISSION AUTOMATIQUE

HYUNDAI
Une ère nouvelle

LES PARTENAIRES HYUNDAI DU GRAND MONTRÉAL

NORD	EST	CENTRE	QUEST	SUD	LES AUTOMOBILES
CHOMEDEY HYUNDAI 682-6000	HOULE ET FRÈRES HYUNDAI Terrebonne 471-4647	HYUNDAI GABRIEL Anjou 329-7777	COITEUX HYUNDAI Montréal 521-3201	ULSAN HYUNDAI Dorval 683-5702	HYUNDAI CASAVANT St-Hyacinthe 774-6344 / 861-5028
DESMEULES HYUNDAI Laval 668-6393	HYUNDAI AUTO ST-JÉRÔME St-Antoine 432-4252	HYUNDAI REPENTIGNY Montréal 856-7794	MÉTRO HYUNDAI Montréal 485-0001	HYUNDAI VAUDREUIL 455-3677	LONGUEUIL HYUNDAI 670-2080
HAMEL HYUNDAI St-Eustache 974-0440	HYUNDAI BLAINVILLE 434-5484		VALLEYFIELD HYUNDAI 370-3330	LA PRAIRIE HYUNDAI 659-2500	SERAY AUTO INC. Chambly 875-1959

JOURNÉE D'IDENTIFICATION DES ENFANTS, le dimanche 13 septembre chez McDo.

La police me connaît bien.

De 10 h à 15 h, les policiers distribueront gratuitement des carnets d'identification dans tous les restaurants McDonald's participants.
La police vous y attend.

© 1998, Les Restaurants McDonald de Canada Limité / À usage exclusif des Restaurants McDonald de Canada Limité et de ses franchiseurs.

résultats

loto-québec

649 Tirage du 98-09-12
5 9 10 15 21 41
Numéro complémentaire: 42

49 Tirage du 98-09-12
6/6 0
5/6+ 0
5/6 0
4/6 0
3/6 0
BONI 00
GAGNANTS: 1 000 000,00 \$
50 000,00 \$
500,00 \$
50,00 \$
5,00 \$
0 000,00 \$

Numéro complémentaire: 5
Ventes totales: 00 000 000,00 \$

SELECTION BONI
13 22 23 49
CAGNOTTE DE 100 000 \$

Banco Tirage du 98-09-12
5 7 10 11 12
15 21 22 25 26
29 32 35 37 42
43 49 50 61 66

La Presse Tirage du 98-09-12
3 4
549 7434

Extra Tirage du 98-09-11
NUMÉRO 268697

Extra Tirage du 98-09-12
NUMÉRO 943582

SUPER 7 Tirage du 98-09-11
7/7 0
6/7+ 2
6/7 32
5/7 2 560
4/7 54 333
3/7+ 51 292
3/7 464 300

GAGNANTS: 5 500 000,00 \$
65 826,90 \$
3 599,90 \$
160,70 \$
10,00 \$
partic. grat.

Ventes totales: 6 932 874,00 \$
Prochain gros lot (approx.): 7 000 000,00 \$

TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.



Camillien Houde a eu une carrière souvent en dents de scie. Après chaque défaite, il revenait plus fort. On le voit ici en 1938, au soir d'un enième triomphe électoral.

Il y a 40 ans s'éteignait « Monsieur Montréal »

Camillien Houde aura été maire de Montréal pendant plus de 15 ans

UNE PAGE D'HISTOIRE



Pierre Vennat

servateur du Québec avant que celui-ci ne cède le pas à l'Union nationale de Maurice Duplessis en fusionnant avec les principaux éléments de l'Action libérale nationale aux élections de 1935.

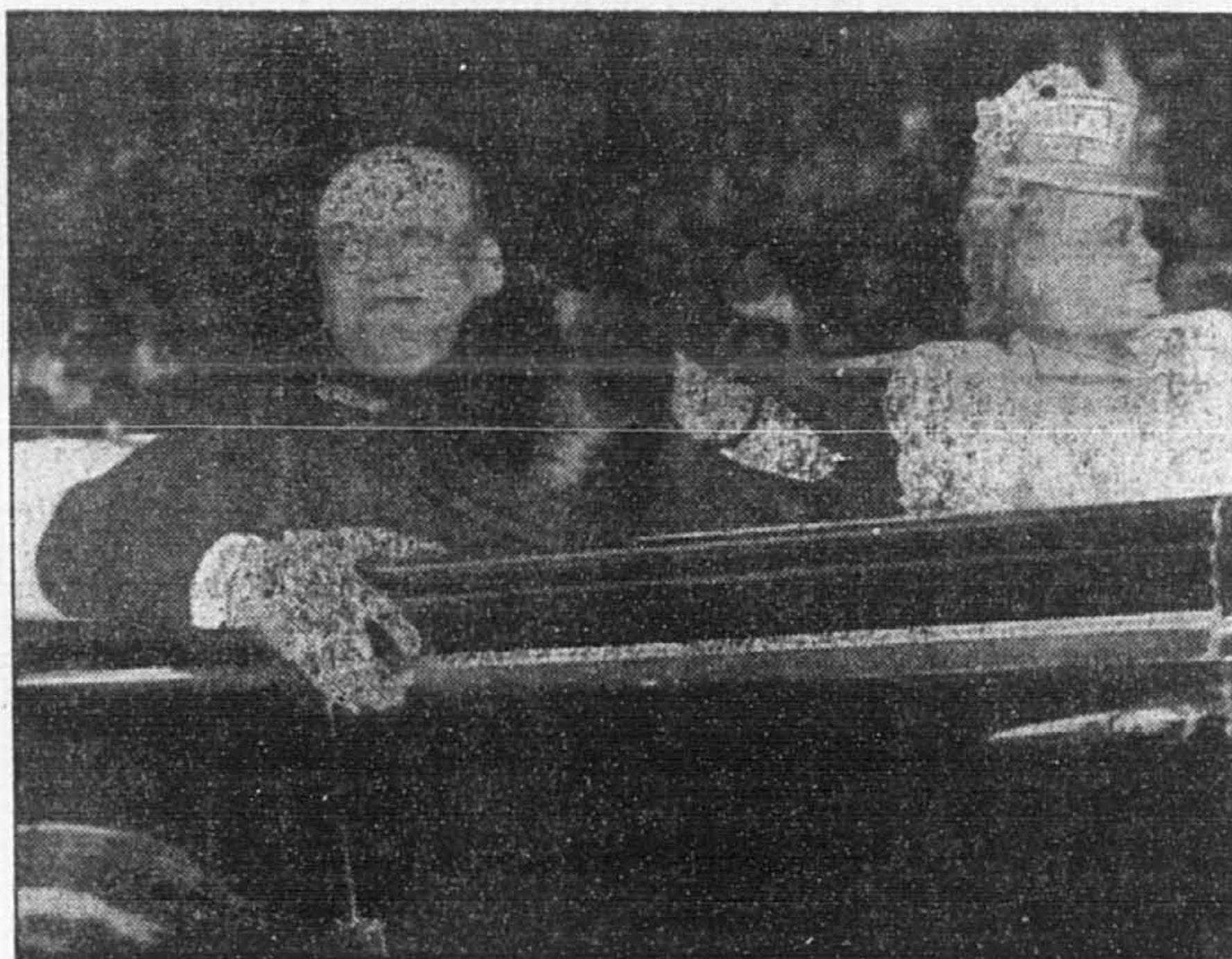
Il fut aussi farouche pour ses idées. Opposé à la conscription au début de la Deuxième Guerre mondiale et l'ayant fait publiquement savoir, alors qu'il était maire de Montréal, il fut emprisonné plusieurs mois sans procès, en vertu de la Loi des mesures de guerre. Plus de 100 000 personnes devaient l'acclamer à sa libération lorsqu'il remit les pieds dans la métropole. Il fut réélu, facilement, maire d'une ville sur laquelle, n'eût été de son emprisonnement, il aurait régné non pas 15 mais au moins 20 ans.

« Mon peuple, ma ville »

La Presse, le jour de sa mort, traçait le portrait de cet homme politique : « Charmant, débordant d'ardeur et d'originalité, rusé, avisé, dangereux, astucieux, irascible, imprévisible, calculateur, généreux. Mêlez toutes ces qualités et y ajoutez un peu de prudence et vous aurez un Camillien Houde... »

« Son peuple (Houde appelait les Canadiens français 'mon peuple' et Montréal 'ma ville') » le comprenait dans tous ses états : boudeur, joyeux, loquace, méditatif ou taciturne. Il ne lui accordait pas toujours son vote, mais il le connaissait et le comprenait. De tous les hommes politiques, il était le plus près du « type canadien-français ». Et le journaliste d'ajouter : « Quel homme ! Je n'en ai jamais rencontré de pareil. D'ailleurs, s'il y en avait deux semblables ensemble, n'importe où, il y en aurait sûrement un de trop. »

L'auteur — malheureusement anonyme — de ce texte d'éloges ajoutait qu'amis comme adversaires l'écoutaient attentivement. On l'avait vu transformer des auditoires hostiles en auditoires enthousiastes pour sa cause. Dans ses discours, ses pauses étaient souvent aussi éloquents que ses paroles ou ses gestes eux-mêmes.



« Monsieur Montréal », ici accompagné de madame Houde, trônait sur sa ville comme un véritable monarque.

« On a dit de lui qu'il était un acteur. Il avait d'ailleurs nourri, jeune, des ambitions en ce sens et s'était révélé un bon acteur amateur. Mais, il voulait faire servir ce talent à ses ambitions politiques. Car, en politique, il était vraiment dans son élément. De nombreux observateurs ont décelé l'origine de ses succès dans son aptitude innée à traduire les sentiments de ses concitoyens. Il avait, pour le faire, des tournures personnelles, des expressions souvent brutales mais qui le faisaient adorer. »

Cet homme, dont la légende s'est emparée depuis longtemps, avait eu une origine humble. Fils d'Azade Houde, un meunier, et de Joséphine Frenette, né dans ce qu'on appelait alors le faubourg Saint-Joseph, le 13 août 1889, l'ex-maire ne reçut qu'une instruction primaire. Avec ce simple bagage, il avait su gravir, grâce à sa persévérance et à son courage, des échelons importants de la politique.

Le « p'tit gars de Sainte-Marie »

En 1922, dès l'âge de 33 ans, après avoir travaillé à la Banque d'Hochelaga, puis pour un fabricant de biscuits et enfin pour la compagnie d'assurance-vie La Sauvagerie, il se lança en politique, briguant les suffrages dans le comté provincial de Sainte-Marie à Montréal. Il fut élu maire en 1927, il fut défait aux élections générales. Il reprenait toutefois le comté en octobre 1928. Sa fougue, ses discours à l'emporte-pièce, attirèrent rapidement l'attention des chefs politiques de la province. Partout on affirmait que « le petit gars de Sainte-Marie » irait loin.

Effectivement, après la défaite d'Arthur Sauvé à la tête du Parti conservateur du Québec aux élections générales de 1927, les partisans qui regardaient aller le « jeune prodige » réclamèrent un congrès à la direction du parti et Houde fut choisi comme chef avec comme slogan « Dehors la clique. Plus vite que ça, ça presse... »

Il faut dire que le « p'tit gars de Sainte-Marie » en avait surpris plus d'un en se présentant à la mairie de Montréal contre Médéric Martin, lui-même un personnage légendaire qui occupait ces fonctions depuis 12 ans et en réussissant à le déloger de l'hôtel de ville.

Ce qui explique son élection unanime à la tête des conservateurs provinciaux en 1929. Réélu maire de Montréal en 1930, Houde décida de faire campagne par toute la province, mais il perdit les élections aux mains des libéraux d'Alexandre Taschereau en 1931, ne réussissant même pas à se faire élire dans Sainte-Marie et dans Saint-Jacques, les deux comtés où il avait posé sa candidature, comme la loi le permettait alors.

Ne s'avouant pas vaincu, Houde décida de contester les victoires libérales dans 60 comtés. Malheureusement pour lui, de tels procédés ne plaisaient pas à tous au sein du Parti conservateur et le maire de Montréal démissionna comme chef

de la « deuxième plus grande ville française du monde », qui était également encore à l'époque métropole du Canada, il fut, la même année, décoré simultanément par les gouvernements français, britannique et italien.

Malheureusement pour lui, en 1940, alors qu'il était maire de Montréal et que s'agissait la question de la conscription, Houde, fidèle à ses principes, fit venir des journalistes à ses bureaux et leur remit la déclaration publique et écrite suivante : « Je me déclare péremptoirement contre l'inscription nationale qui est sans aucune équivoque, une mesure de conscription. Je ne me dois pas de m'y conformer et je demande à la population de ne pas s'y conformer. »

Ce faisant, Houde violait la Loi des mesures de guerre. Il fut aussitôt arrêté par la police fédérale et interné, sans autre forme de procès, pendant quatre ans.

Loin de lui en tenir rigueur, la population l'accueillit en héros lors de sa libération et dès 1944 il était réélu sans équivoque maire de Montréal, un poste qu'il n'aurait pas perdu de toute façon, n'eût été de son internement, tant sa popularité était forte.

Mais si Houde remportait aisément la mairie, il avait toutes les misères du monde dans les autres arènes. En 1945, candidat aux élections fédérales sous l'étiquette du Bloc populaire dans Saint-Henri, il fut défait, mais fut réélu à la mairie sans opposition en 1944 (le mandat étant porté à trois ans), en 1950 et en 1953. Élu député de Papineau aux Communes en 1949, il démissionna toutefois sans prendre son siège.

Entre-temps, il s'était reconcilié avec son vieil ennemi Maurice Duplessis et fit campagne à ses côtés pour l'Union nationale en 1948, 1952 et 1956.

La population lui fit des funérailles grandioses et La Presse, en éditorial, après avoir noté que peu nombreux étaient les hommes qui avaient réussi au même degré à tenir la vedette aussi longtemps que lui, appuyé comme il l'était sur une popularité dont il avait subi plusieurs fois les caprices, mais en parvenant si souvent à la regagner, notait que « cette popularité, il la devait à l'emprise qu'il savait exercer sur les foules, au don qu'il possédait de les comprendre, de se faire l'interprète de leurs sentiments et de les gagner par une éloquence de tribune populaire à laquelle elles savaient difficilement résister. »

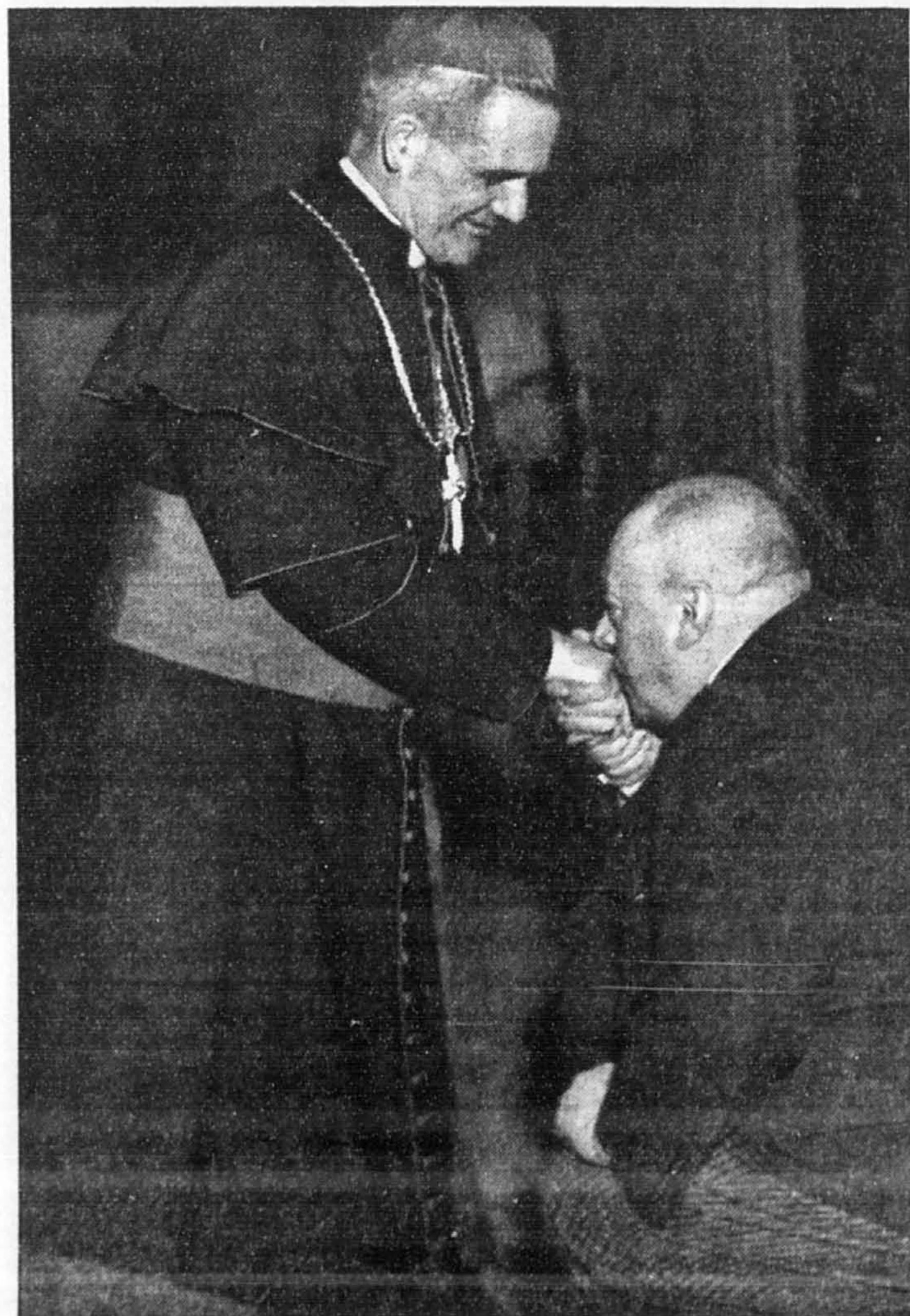
Le 11 septembre 1958, Montréal était en deuil. « Monsieur Montréal », également connu sous le surnom affectueux du « P'tit gars de Sainte-Marie », mourait à l'âge de 69 ans.

Camillien Houde avait été maire de Montréal pendant plus de quinze ans, un record que Jean Drapeau devait dépasser en 1973.

Celui qui a donné son nom au boulevard traversant le mont Royal avait abandonné la politique active en 1955 et vivait depuis dans une retraite à peu près complète. Aux élections municipales de 1957, qui avaient vu Jean Drapeau perdre le pouvoir aux mains de Sarto Fournier, la rumeur avait couru qu'il briguerait peut-être à nouveau les suffrages à la mairie. Et qui sait, peut-être l'aurait-il emporté à nouveau dans une lutte à plusieurs candidats ? Mais Camillien Houde en avait conclu que son état de santé ne lui permettait plus d'occuper de telles fonctions.

Avec M. Houde disparaissait l'une des figures les plus pittoresques de l'histoire du Canada français. Tribun de première classe et populiste bien avant Réal Caouette, capable de remuer les foules à un degré rarement égalé même chez les plus grands orateurs politiques français, il aura imprimé sa marque non seulement dans la métropole mais dans la politique provinciale.

Il fut député et chef du Parti con-



Le cardinal Paul-Émile Léger, « prince de l'Église » et le maire Camillien Houde, « Monsieur Montréal » se partageaient, le pouvoir, l'un spirituel, l'autre municipal, au début des années 50 à Montréal.



Camillien Houde, revêtu de tous ses atours, aux côtés d'un de ses principaux lieutenants, Jos-Marie Savignac. Il avait l'allure d'un véritable monarque.



Issus du conventum de 1936, Noël Lefebvre, 84 ans, qui devait choisir la soutane des pères oblats et s'exiler en mission en Afrique pendant 40 ans, et un vieux copain, Paul Lalande, 80 ans, qui a exercé le métier de dentiste.

Le Collège Sainte-Marie a marqué bien des générations

Près de 700 anciens élèves du Collège Sainte-Marie se sont réunis hier sous un grand chapiteau à l'angle du boulevard René-Lévesque et de la rue de Bleury, pour célébrer les 150 ans de cette institution qui a marqué des générations d'élèves pendant 121 ans.

Démoli en 1977, le Collège Sainte-Marie n'en a pas moins continué de vivre dans le cœur de tous ceux qui l'ont fréquenté, et ils étaient nombreux, hier,

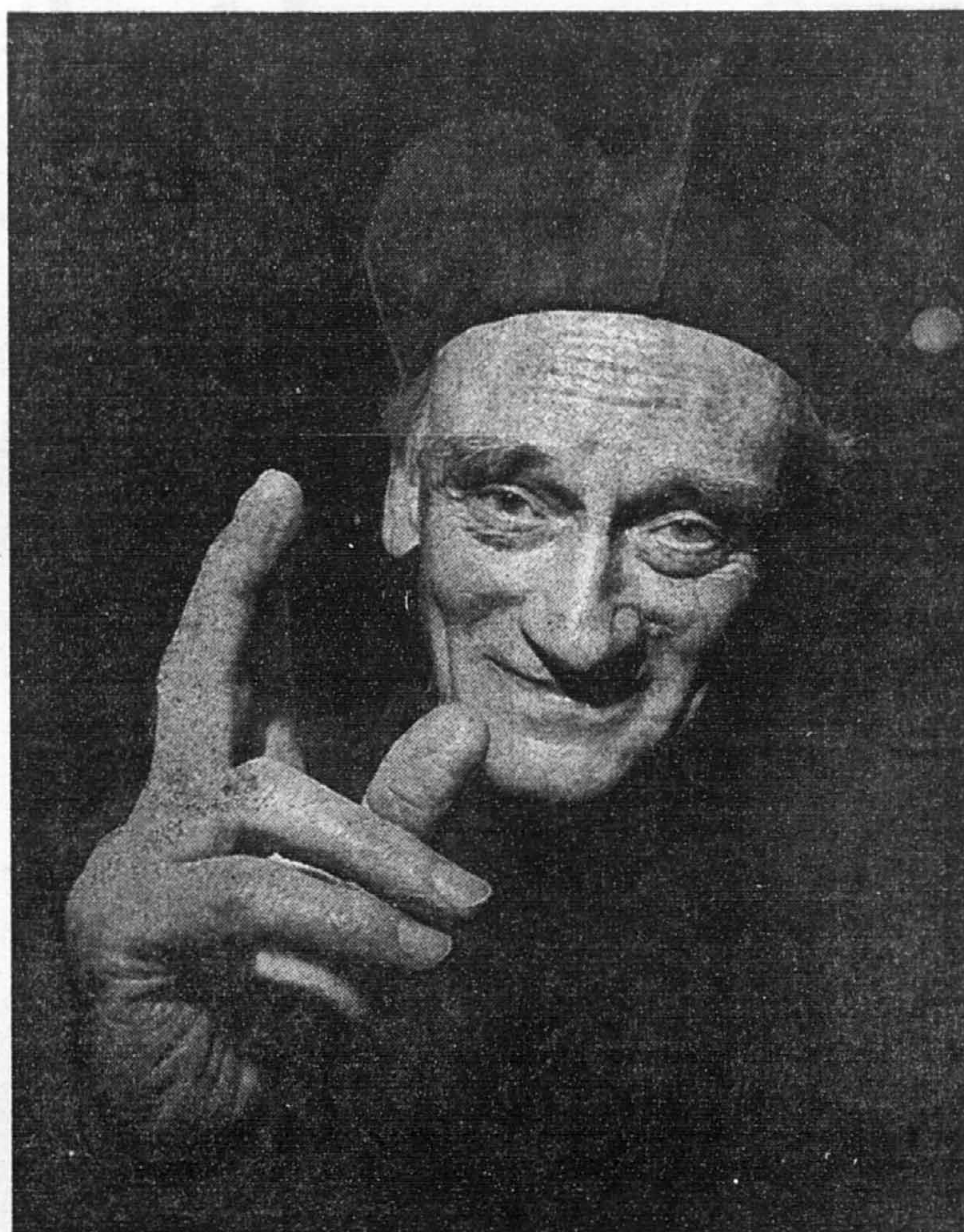
à se rappeler de belles anecdotes entre vieux compagnons et compagnes de classe (eh ! oui, les filles ont été admises à partir de 1966, mais l'année 1969 devait marquer la dernière année scolaire).

Pour certains, ce fut la découverte du théâtre et de la musique, pour d'autres, ce fut l'aiguillon qui allait les mener à une profession libérale, dans les affaires, la politique, les médias... Mais tous s'accordent à

dire que ce milieu scolaire structuré tel que l'avait conçu les jésuites laissait aussi beaucoup de liberté et de place à l'ouverture sur le monde.

« Ils nous ont appris qu'il fallait travailler pour réussir », a résumé Jacques Girard, président de Montréal International, et président d'honneur de l'événement.

Un spectacle conçu, réalisé et interprété par des anciens devenus célèbres a clôturé la soirée.



Toujours habité par l'esprit carabin qui le caractérisait dans ses années de collège, Jean-Louis Roux s'est adressé aux convives par la voix du père Félix Martin, fondateur de l'institution.



Jean-François Doré, animateur à Radio-Canada, Marie Eykel, comédienne, François Cousineau, compositeur, Pierre Létourneau, auteur-compositeur-interprète, Marc Laurendeau, ex-Cynique et animateur à Radio-Canada, Pierre Voyer, compositeur et professeur de dramaturgie, et Monique Régimbald ont tous vécu de bons moments au collège.



Le maire Pierre Bourque, l'homme d'affaires Jacques Girard et le cinéaste Denys Arcand ont pris des chemins différents depuis qu'ils ont fréquenté le Collège Sainte-Marie.



L'ex-sénateur Jacques Hébert a lui aussi fait ses classes au Collège Sainte-Marie.

Rangée du bas : Le juge Jean Falardeau, de la cour du Québec, Me Jacques Laverdure et Me Jacques Parizeau. Rangée du haut : Me Michel Archambault, Claude Bertrand et André Dostie.



PHOTOS ALAIN ROBERGE

La « mafia de Sainte-Marie »

GUY PINARD

Les anciens de Sainte-Marie ont occupé ou continuent d'occuper un grand nombre de postes de commandement de ce pays, sauf celui de premier ministre du Canada.

Il est toujours difficile d'établir une liste de noms puisqu'elle sera forcément incomplète et de plusieurs milliers, et qu'elle se limite à mes connaissances personnelles à peu de choses près. En voici un échantillon :

- Premier ministre du Québec : Honoré Mercier et Paul Sauvé.
- Président de la Chambre des Communes : Gérard Fautoux.
- Chez nos députés fédéraux : Guy Leduc, Édouard Rinfret, Roch Pinard, Guy Favreau, Maurice Sauvé.
- Chez les sénateurs : Mario Beaulieu, Athanase David, Léon-Mercier Gouin, Jacques Hébert.
- Chez nos députés provinciaux : Marcel Léger, Fernand Lalonde, Pierre Marois, Robert Burns.
- À la mairie de Montréal : Pierre Bourque, Sarto Fournier (aussi sénateur), Fernand Rinfret, Raymond Desjardins.
- À la direction de la police Montréal : Pacificque Plante.
- Dans la fonction publique fédérale : Guy Sylvestre, secrétaire de Louis Saint-Laurent.
- Du corps diplomatique : Jean Bruchési, Louis Lapointe, Jean Désy, Roger Rousseau, qui fut président du Comité organisateur des Jeux olympiques de Montréal; Pierre Dupuy, directeur général d'Expo 67; Émile Vailhantcourt.
- Dans la fonction publique provinciale :

Louis Bernard, premier haut fonctionnaire du Québec dans le gouvernement Lévesque et dans le gouvernement Parizeau; Claude Rouleau, qui fut aussi président de la Régie des installations olympiques; Wilfrid Gagnon; Jean Deschamps, aussi président de la Régie des installations olympiques; Pierre Martin, Jacques Girard (aujourd'hui président de Montréal International).

■ Dans la fonction publique de Montréal : Lucien L'Allier, père du métro de Montréal; Claude Robillard.

■ Dans l'Église catholique : le cardinal Denis Dougherty, de Philadelphie; Mgr Carroll McCormick, évêque auxiliaire de Philadelphie; Irénée Lussier, dernier recteur ecclésiastique de l'Université de Montréal; Mgr Alphonse Deschamps, Gilles Corneau, provincial des Oblats de Marie; Marcel-Marie Desmarais, prédicateur; Mario Paquette, actuel secrétaire du cardinal Jean-Claude Turcotte, sans oublier les dizaines d'anciens qui sont devenus jésuites après leurs études.

■ Chez les juges : Thibaudeau Rinfret et Antonio Lamer, juges en chef de la Cour suprême; Aldéric Laurendeau, André Brossard, Georges Bilodeau, Victor Melançon, Yves Mayrand, Joseph Archambault, Francis Anglin, Michel Proulx, Jean-Jacques Croteau, Yves Lagacé, Guillaume Myette, juge au Rhode Island.

■ Au Barreau : Louis-Philippe de Grand-pré, François Aquin.

■ Du corps professoral : Pierre Dagenais, auteur et prof en lettres; Philippe Ferland, Édouard Montpetit.

■ En santé : Albert Prévost, fondateur du sanatorium qui porte son nom; Oscar Mercier, fondateur de la chaire d'urologie de l'Université de Montréal; Eudore Dubeau, fondateur de l'École dentaire; Paul Lippens, opticien.

■ À Radio-Canada : André Ouimet, Guy Des Ormeaux, Louis-Georges Carrier, Raymond David, Marc Thibault, Pierre Petel, superviseur des programmes; Florent Forget.

■ Les comédiens : Guy Sanche, Victor Désy, Jean-Claude Germain, Jean Gascon, Jean-Louis Roux, André Bédard (futur jésuite), Louis Balthazar, Robert Rivard, Gabriel Arcand, Paul Langlais, Pierre Paquette, Hector Charland, Paul Guévremont, Henri Letondal, Luc Durand, les Cyniques (trois sur quatre), Serge « Moman » Thériault, Jean-Louis Millette, Edgar Fruitier, Marcel Sabourin, Marcel Saint-Germain, Marie Eykel.

■ L'animation à la télévision : Alban Flament; Jean-Maurice Bailly, Léon Lortie.

■ Au cinéma : Pierre Perreault, réalisateur; Denys Arcand, cinéaste

■ En dramaturgie : Marcel Dubé

■ En littérature : Victor Barbeau, fondateur de l'Académie canadienne-française; Claude Hurtubise, éditeur; Yves Dubé, éditeur; Arlette Cousture, écrivain; Hubert Aquin, Georges Lahaise, éditeur.

■ En histoire : Édouard-Zotique Massicotte, historien.

■ Chez nos poètes : Saint-Denys Garneau, Claude Gauvreau, un des signataires du Refus global; Charles Gill, Louvigny de Montigny, aussi traducteur au Sénat pendant 45 ans; Guy Delahaye (Guillaume Lahaise), André Contant, Pierre Maheu, André Brochu, Émile Nelligan (unan).

■ En musique : Gilles Lefebvre, fondateur des Jeunesses musicales du monde; Pierre Béique, chef d'orchestre.

■ Chez nos chanteurs/compositeurs : Michel Rivard, Robert Charlebois, Stéphane Venne, François Cousineau, Pierre Létourneau.

■ Dans le domaine sportif : Léo Dandurand, propriétaire du Canadien et des Alouettes; Albert Day, Jean Cusson, membre de l'équipe nationale de hockey; Coco Blanchard, brillant joueur de crosse.

■ Dans le monde des affaires : Jean Monty, président de BCE; Jean-Claude Delorme, autrefois de Téléglobe; Alain Cousineau, président de Sécor; Charles Durand, de Durand Construction; Charles-Édouard Campeau; Théodore Viau, des biscuits Viau; Pierre DesMarais, de l'imprimerie du même nom; Louis-Philippe McComber, de McComber Fourrures; Fernand Jarry, de Jarry Automobile; Joseph Élie, de Joseph Élie liée; Jean Coutu, des pharmacies Coutu; Jacques Ménard, président d'Hydro-Québec.

■ Dans l'armée canadienne : le colonel Maurice Forget, aussi homme d'affaires.

■ En journalisme : André Laurendeau, du *Devoir*; Gilles Berthiaume, copropriétaire de *La Presse*, Pierre Péladeau, fondateur du *Journal de Montréal*; Marc Laurendeau, Albert Laberge, chroniqueur sportif à *La Presse* (1896-1932); Louis Chantigny.

■ Et des jésuites qui ont marqué notre existence : Maurice Vigneau, Samuel Bellavance, Joseph Paré, Paul-Henri d'Auteuil, Joseph Bélanger, Gérard Delisle, Laval Girard, Paul-Dollard Morin, aumônier des pompiers, Émile Cambron, Bernard Taché, Jean D'Aragon, Gérard Filion, Paul Hébert, Maurice Gingras, Arcade Gingras, Roland Saint-Denis, Paul-Émile Saint-Laurent, Marcel Marcotte, Émile Muller, Gérard Plante, Lucien Thibodeau, Marcel de la Sablonnière, Jean-Louis Bruille, Julien Harvey, et un « presque-jésuite » Émile Guéguen Gérard, un professeur de mathématiques laïc incomparable.

Toutes nos excuses à ceux qu'on aura oubliés.

Têtes d'affiche

Adressez vos communiqués à:
Têtes d'affiche
La Presse
7, rue St-Jacques
Montréal H2Y 1K9

L'Envol cajole les jeunes mères

Un don à Centraide permet de soutenir l'action bénévole de 250 organismes dans la région de Montréal. Au cours des dimanches qui viennent, La Presse vous donne rendez-vous pour découvrir quelques-uns des organismes que Centraide finance, mais aussi pour rencontrer leurs bénévoles et connaître les impacts de leurs actions.



Denis Lavoie

Le bénévolat a donné naissance à beaucoup d'organismes communautaires devenus presque indispensables. L'Envol, à LeMoine sur la Rive-Sud, en est un bel exemple.

Enseignante ayant « décroché » pour faire une maîtrise en sciences politiques, à l'UQAM, Suzanne Charest a créé un service d'aide aux mères célibataires, par amour pour les jeunes. Entrée dans un centre de bénévolat après l'université, elle s'est vu offrir de prendre en charge le problème des très jeunes mères qui vivaient dans des logements « bas de gamme » à LeMoine. « Ça me permettait de racrocher avec les jeunes », dit-elle.

De l'attention apportée à ces toutes jeunes mères en manque d'affection, on en est venu à se préoccuper du sort de leurs enfants, parfois tout aussi « poqués » que leurs mères, dit Suzanne Charest, aujourd'hui directrice et « âme dirigeante » de L'Envol, heureuse de voir que les enfants aidés reprennent goût à la vie.

À voir la joie de vivre qui anime Josée, Manon et Mélanie (17, 19 et 20 ans), on a d'ailleurs du mal à croire qu'elles vivent des problèmes de maternité. C'est qu'à L'Envol, elles ont trouvé l'aide qu'il leur fallait.

En faisant le tour du propriétaire avec les « filles », comme disent familièrement les intervenantes de L'Envol, on apprend l'utilité du service de dépannage alimentaire

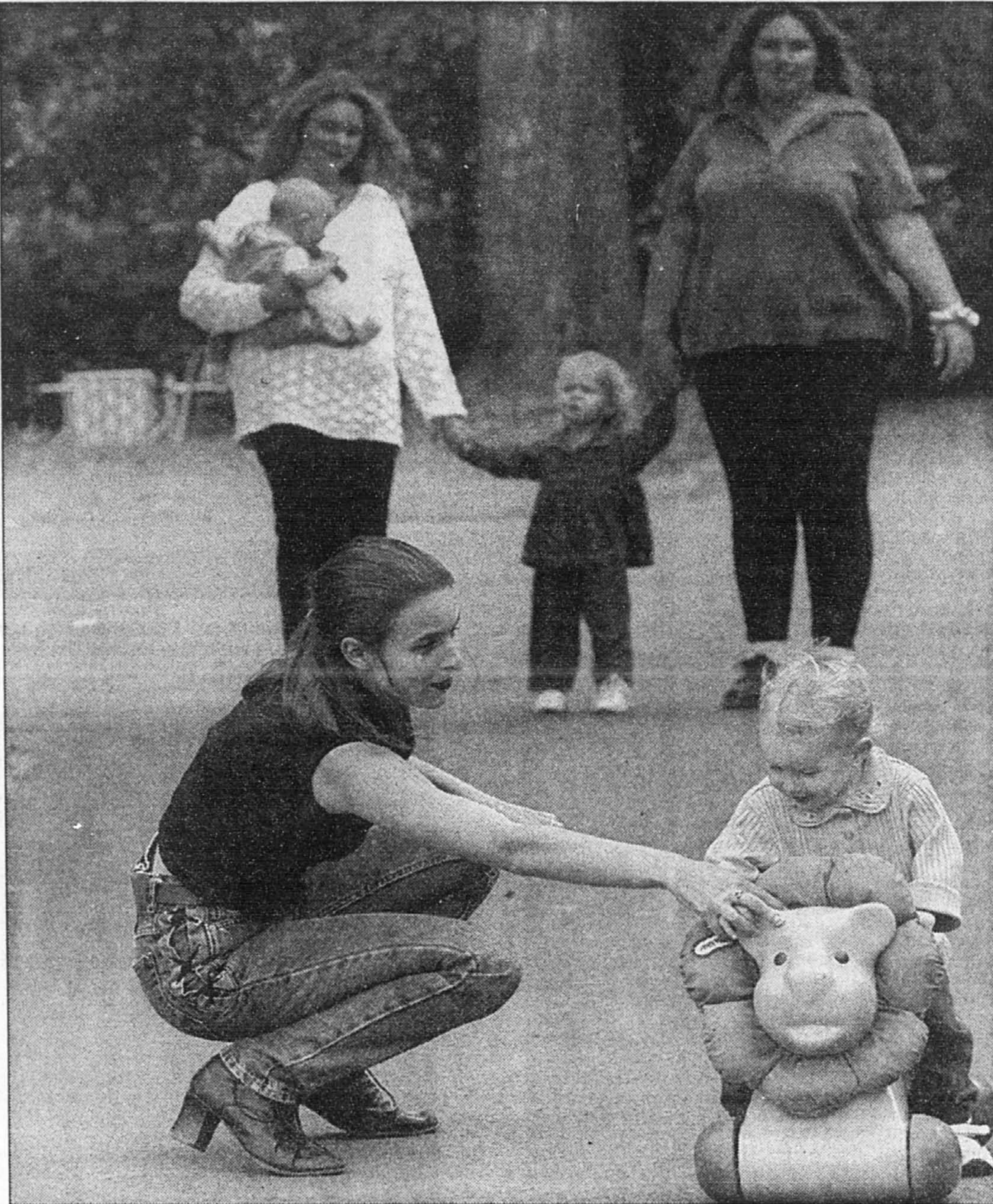


PHOTO ARMAND TROTIER, La Presse

Manon, Josée et Mélanie sont de jeunes mères heureuses de compter sur L'Envol pour les aider, elles et leurs enfants.

et de la friperie, qui permet de vêtir les enfants sans payer un prix exorbitant. Il n'y a cependant pas que L'Envol pour aider les jeunes mères, car parents, beaux-parents et jusqu'aux petits amis apportent leur concours. Ça permet entre au-

tres d'obtenir des vêtements, dit Manon. Et plus encore, confie Mélanie, dont la belle-mère s'est occupée du passage à la propreté de l'un de ses deux enfants.

De plus, en association avec différentes instances (fusion avec la

maison Marie-Lucille, le Laboratoire d'étude du nourrisson, stages universitaires, etc.), L'Envol a multiplié ses interventions (discrètes, adaptées et surtout non imposées) auprès des jeunes parents qui profitent de rencontres d'échanges

et de sessions de formation pour développer leurs habiletés parentales. Tout cela, il a fallu « l'inventer » car il n'y avait pas d'organismes du genre et les quelques établissements publics qui s'occupaient des jeunes mères se sont dissous.

Il reste encore toutefois à régler la question du retour aux études. Car maternité ne rime pas avec scolarité pour les trois jeunes femmes, qui voudraient bien reprendre ou poursuivre leurs études. Il faut d'abord franchir l'obstacle de la garde des enfants. L'Envol offre bien un service de garderie que « les enfants aiment beaucoup », disent les jeunes mères, il y a bien les services d'un pédiatre, mais...

Pour répondre aux besoins les plus pressants, L'Envol mettra d'abord sur pied une halte-garderie, qui libérera les mères adolescentes appelées à discuter ou bénéficier de services de formation.

Après avoir ainsi répondu aux besoins primaires des mères et de leurs enfants, L'Envol en arrive aujourd'hui à se pencher sur le rôle des pères (ou pères substituts) dans le contexte de familles plus ou moins recomposées. Ainsi vient-on de créer des rencontres avec les jeunes hommes pour les initier à la paternité et donner aux enfants des modèles adultes plus acceptables. Au moins l'une des jeunes mères dit avoir remarqué une amélioration dans l'attitude du père de son enfant.

L'Envol est un organisme dont le financement est miraculeusement assuré par diverses subventions. Centraide ne fournit que 10 % du budget de fonctionnement de 500 000 \$. Ce sont des communautés religieuses qui ont d'abord financé L'Envol, puis des fondations, en logeant l'organisme. Le reste, il faut aller le chercher à droite et à gauche, une subvention par-ci, une autre par-là, de sorte qu'à chaque mois, il faut remplir des formulaires de demande d'aide.

La qualité des services de L'Envol a été reconnue par des participations à des émissions de télévision, par un film de l'ONF, par la remise du prix d'excellence de la région de la santé et des services sociaux (1991 et 1996), par un article de Pierre Foglia... et se vérifie de la bouche même de ses jeunes mères que nous avons rencontrées avec leurs enfants.



■ Mardi, la fondation de l'Hôpital de Montréal pour enfants entreprend sa semaine de randonnées sur sa bicyclette géante, afin de recueillir des fonds pour l'hôpital. Près d'un millier de participants sont attendus, alors qu'on compte bien amasser un million de dollars. Pour lancer l'opération, un rassemblement aura lieu le midi à l'entrée de l'hôpital.

■ Les nouveau-nés présentant un syndrome de détresse respiratoire, de même que les enfants ayant des problèmes d'hypertension pulmonaire (à la suite d'une chirurgie cardiaque) pourront dorénavant se passer du poumon artificiel pour survivre. En effet, grâce aux recherches du Dr Gilbert Blaise, la Fondation NO qu'il préside vient de faire

don d'un moniteur à oxyde d'azote à l'hôpital Sainte-Justine. D'une valeur de 20 000\$, cet appareil est le fruit de découvertes récentes sur le rôle primordial que jouerait ce gaz dans le fonctionnement de la plupart des organes du corps, la Fondation de la recherche sur le NO ayant trouvé une première applica-

tion avec son moniteur à oxyde.

■ Le Dr Fred Saad, urologue au Centre hospitalier de l'Université de Montréal, donnera une conférence sur le cancer de la prostate, le lundi 21 septembre. Offerte par le groupe-Virage, service d'entraide pour les personnes atteintes d'un cancer et leurs proches, cette conférence s'inscrit dans une série de rencontres d'information mensuelles. Le tout se déroulera à l'hôpital Notre-Dame, pavillon Mailloux, 1560, rue Sherbrooke Est, à 19h. Entrée libre. Renseignements: 281-6000, poste 8139.

■ Les fonds recueillis lors du tournoi de golf des chauffeurs de taxi Co-op (2200\$) ont été remis à Rèves d'enfants. C'est Michel Sénécal, président de Taxi Co-op, qui a remis le don au président de Rèves d'enfants, M. Prosper, en présence de la petite Naomi Léonard.

■ Dans la foulée de la lutte menée dans le

monde contre la pédophilie sur Internet, signalons qu'une pétition contre l'exploitation d'enfants par des pédophiles recourant au réseau Internet vient d'être lancée, à l'initiative du comédien-chanteur Guy Sévigny, auteur d'un livre autobiographique où il relate son expérience de victime d'agression sexuelle dans son enfance. Renseignements: 723-6996. Adresse Internet: www.jurassic.net/(tilde)guy. Soulignons d'autre part que l'Unesco tiendra en janvier une réunion contre la pornographie infantile et la pédophilie dans les médias et sur Internet.

■ La version féminine du tournoi de golf de la fondation Charles LeMoine, qui s'est tenue sous la présidence d'honneur de Francine Gadbois, maîtresse de Boucherville, a permis de recueillir 24 540\$. En recevant le don, des mains de la présidente du comité organisateur du tournoi, Danièle Martin, le président de la fondation hospitalière, Jean-Jacques Hardy, a rappelé que l'argent permettra de financer la recherche et l'achat d'équipement

de haute technologie pour l'hôpital Charles LeMoine.

■ Défi-quilles, occasion de se mesurer sur les allées avec quelques artistes devant participer à cette activité sportive organisée par l'Association des jeunes bégues du Québec. L'activité aura lieu le 18 octobre, à la Récréothèque de Laval. Coût: 20\$. Renseignements: (450) 975-8455 ou 1-800-661-2348.

■ Deux étudiants du Québec ont obtenu les deux meilleurs résultats à l'examen national d'admission de l'Ordre des comptables en management, Nicolas Julien, de l'Université de Sherbrooke et Carle Peron, de l'Université du Québec à Trois-Rivières.

■ Le cyclothon annuel des Petits Frères des pauvres, sous la conduite du champion cycliste Louis Garneau, a permis de recueillir 18 000\$ pour la cause des personnes âgées, isolées et démunies.



Gilbert Blaise



Michel Sénécal



Francine Gadbois



Nicolas Julien



Contre la sclérose en plaques

Le neuvième Vélotour organisé par Forêtierie Noranda à l'intention de la division québécoise de la Société canadienne de la sclérose en plaques a dépassé son objectif pour atteindre 310 000\$. Cet argent servira à la recherche médicale et à offrir des services aux personnes atteintes.



Leucan et André-Philippe

Le tournoi de golf André-Philippe Gagnon, de Leucan, a permis de recueillir 60 000\$, somme qui ira à la recherche médicale, et au soutien aux enfants atteints d'un cancer. Le médiateur de rêve de l'hôte était formé de: Claude Robitaille, directeur de Leucan; André-Philippe Gagnon; l'humoriste Guy A. Lepage; et Guy Brossard, président d'honneur.

Monde

L'EXPRESS
INTERNATIONAL



BOSNIE

Élections

Les Bosniaques ont commencé à voter pour de nouveaux dirigeants dans des élections générales sous supervision internationale, sans grand enthousiasme. Vingt-cinq pour cent seulement des électeurs avaient voté en milieu d'après-midi dans la région de Sarajevo, de 20 % à 30 % dans les principales villes de l'ouest de la République srpska (RS) ou à Mostar (sud) en fin de journée. Cependant les assesseurs dans les bureaux rappelaient que les Bosniaques votent souvent au dernier moment, et la participation pourrait s'améliorer aujourd'hui.

d'après AFP

CAMBODGE

Démonstration de force

Le parti de l'homme fort Hun Sen a fait une démonstration de force à Phnom Penh, qui a dégénéré en batailles de rue, tandis que l'opposition royaliste s'efforçait de désamorcer la tension. Au moins quatre personnes ont été grièvement blessées, deux par balles et deux autres battues violemment, lorsque des militants du Parti du Peuple Cambodgien (PPC, au pouvoir) ont attaqué un rassemblement de l'opposition. Un groupe de plus de 300 partisans du PPC, armés de bâtons et de lance-pierres, a chargé les opposants et les ont pourchassés. La police était présente mais n'est pas intervenue.

d'après AFP

ALLEMAGNE

Social

Des dizaines de milliers de salariés ont manifesté à l'appel de la puissante Confédération des syndicats allemands (DGB), à deux semaines d'élections législatives cruciales pour le chancelier Helmut Kohl. Selon le DGB, qui fédère une quinzaine d'organisations, dont le syndicat de la métallurgie IG Metall, et qui revendique quelque 9 millions d'adhérents, la manifestation principale a démarré en fin de matinée à Dortmund (ouest), avec un cortège de plusieurs milliers de personnes. Les manifestants ont déployé des banderoles réclamant un changement politique, plus de justice pour les chômeurs et la remise en chantier d'un pacte pour l'emploi.

d'après AFP

ESPAGNE

Basques

La coalition indépendantiste Herri Batasuna (HB) et les partis nationalistes modérés basques ont annoncé avoir adopté, pour la première fois, une déclaration conjointe prônant une solution négociée du conflit basque et réclamant implicitement une trêve à l'organisation armée ETA. Dans ce document, ses signataires, s'inspirant du processus de paix en Irlande du Nord, proposent pour résoudre le conflit basque l'engagement de « conversations multilatérales sans condition insurmontable » pour les parties intéressées.

d'après AFP

SUISSE

Anniversaire

Les autorités suisses ont célébré sur la place du Parlement fédéral à Berne, le 150^e anniversaire de la constitution du 12 septembre 1848 qui a donné ses traits actuels à la Confédération helvétique. Quelque 800 invités officiels et 3000 spectateurs groupés autour d'une grande estrade en forme de croix, sur le modèle du drapeau suisse, ont, à la demande du président Flavio Cotti, observé une minute de silence à la mémoire des 229 morts du vol 111 de la Swissair. La constitution de 1848 a été adoptée par des votes des cantons après que l'année précédente, en 1847, s'était déroulée la dernière guerre civile entre Suisses. Dans ce conflit, une ligue catholique et conservatrice de sept cantons, le Sonderbund, fut vaincue par les autres cantons au prix de 113 morts.

d'après AFP

40 000 Israéliens manifestent, pour la paix, contre Netanyahu

AP, AFP
TEL AVIV

À l'appel du mouvement « La Paix maintenant », quelque 40 000 Israéliens ont manifesté hier contre la politique du premier ministre Benjamin Netanyahu, l'appelant à démissionner pour que la paix puisse être sauvée.

La manifestation se déroulait sur la place Yitzhak-Rabin de Tel Aviv, où le premier ministre travailliste fut assassiné par un extrémiste juif le 4 novembre 1995. Elle a eu lieu à la veille du cinquième anniversaire de la signature, par Rabin notamment, des Accords d'Oslo sur l'autonomie palestinienne, et alors que de violents affrontements se déroulaient dans les territoires palestiniens.

Benjamin Netanyahu a répondu aux manifestants : « Il y a des gens en Israël qui courent après une fausse paix », a-t-il déclaré avant de retrouver l'émissaire américain pour le Proche-Orient Dennis Ross.

M. Ross, qui a entamé mercredi une nouvelle navette entre Israéliens et Palestiniens, tente d'obtenir l'accord de M. Netanyahu pour la proposition américaine d'un retrait militaire israélien de 13 % en Cisjordanie, que le président palestinien Yasser Arafat a déjà acceptée.

M. Ross avait rencontré M. Arafat dans la journée à Naplouse en Cisjordanie, région où une centaine de Palestiniens ont été blessés hier par des tirs de soldats israéliens après le meurtre jeudi par un commando israélien de deux responsables du Hamas.

Les affrontements les plus violents ont éclaté à El-Bireh près de Ramallah où quatre manifestants ont été atteints soit à la tête, soit à la poitrine par des balles caoutchoutées.

Des dizaines de jeunes Palestiniens se sont dirigés vers la colonie israélienne de Psagot située à proximité et gardée par des soldats israéliens. Les manifestants ont lancé des pierres vers les militaires qui ont ouvert le feu, a-t-on constaté sur place.

Plus tôt dans la journée, onze Pa-



PHOTO AFP

Pancartes au poing, quelque 40 000 manifestants ont exigé hier à Tel Aviv le départ de Benjamin Netanyahu comme premier ministre d'Israël. Vous courez après « une fausse paix », a répliqué le chef du gouvernement.

lestiniens avaient été blessés à l'entrée du village de Baytouniya près de Ramallah et à Bethléem.

Le meurtre jeudi par un commando israélien de Adel Awadallah et de son frère Imad, responsables de la branche militaire du Mouvement de la Résistance islamique Hamas près de Hébron en Cisjordanie, a provoqué un brusque regain de tension.

Certains des manifestations ont également visé l'Autorité palestinienne. À Gaza quelque 300 sympathisants du Hamas se sont heurtés à des centaines de policiers

pastiniens. Environ 6000 sympathisants du Hamas ont également manifesté à Ramallah après la mort des frères Awadallah originaires de la région.

Des manifestants ont lancé des slogans contre M. Arafat et le chef du service de sécurité préventive en Cisjordanie, le colonel Jibril Rajoub.

Des membres du Hamas accusent l'Autorité palestinienne d'avoir collaboré avec Israël dans la traque lancée pour retrouver les deux frères, qui étaient recherchés par les polices israélienne et palestinienne.

Le cabinet palestinien a dénoncé officiellement le meurtre des frères Awadallah ainsi que le bouclage imposé par Israël sur la Cisjordanie et de la bande de Gaza depuis vendredi. Les forces de sécurité israéliennes ont également été placées en état d'alerte renforcée de crainte que le Hamas mette ses menaces de représailles à exécution.

Sur le front politique, les négociations menées par l'émissaire américain Dennis Ross avec les dirigeants israéliens et palestiniens continuaient à piétiner au quatrième jour de sa nouvelle navette.

Congo : les combats s'intensifient dans l'est

Agence France-Presse
KINSHASA

Le gouvernement de Kinshasa a fait état hier de gains territoriaux dans l'est du pays face à la rébellion, après l'échec à Addis Abeba d'une réunion interafricaine d'apaisement.

La rébellion a démenti pour sa part tout progrès des troupes du président Laurent-Désiré Kabila dans les secteurs qui sont passés sous son contrôle depuis le début des affrontements, le 4 août.

Dans le même temps, une nouvelle rencontre interafricaine prévue aujourd'hui à Maurice devrait évoquer le conflit et les moyens d'y mettre un terme.

Les six pays impliqués dans les combats s'étaient séparés vendredi soir sans parvenir à un accord après deux jours de réunion sous la houlette de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) dans la capitale éthiopienne.

Le président Kabila a affirmé hier que « des victoires (étaient) en train d'être remportées à Ubun-

du (100 km au sud de Kisangani), Shabunda et Katimunga », respectivement à 100 et 250 km au sud-ouest de Bukavu.

Il a ajouté qu'il s'agissait de localités « stratégiques », notamment Ubundu placée sur un axe de communication important pour la rébellion.

Ces opérations semblent entrer dans le cadre d'une offensive plus large menée par les soldats des Forces armées congolaises (FAC) et leurs alliés zimbabwéens, angolais et namibiens dans la région de Kisangani, où la rébellion a installé son état-major avancé.

Vendredi, les sources gouvernementales avaient déjà affirmé avoir pris la ville de Lubutu (province du Maniéma, à 250 km au sud-est de Kisangani) et encerclé Kalémié (située à 1800 km à l'est de Kinshasa sur les rives du lac Tanganyika). Cette dernière information avait été confirmée de source indépendante.

Le chef militaire de la rébellion, le commandant Jean-Pierre Ondekane, a toutefois démenti hier la

prise de Lubutu et la présence des FAC aux portes de Kalémié, affirmant que les deux villes étaient « calmes ».

Ces informations contradictoires sur des opérations militaires illustrent la volonté des troupes gouvernementales congolaises et de leurs alliés d'en découdre, tout comme l'installation de leur état-major de campagne à Kindu, à moins de 150 km des premières positions rebelles et à 400 km au sud de Kisangani.

« Bonne nouvelle », a commenté le commandant Jean-Pierre Ondekane. « Kindu n'est pas un objectif difficile. Nous sommes déterminés à le prendre », a-t-il assuré.

La réunion d'Addis Abeba, qui devait définir les modalités d'un cessez-le-feu en RDC, s'est soldée, dans la nuit de vendredi à hier, par un constat de désaccord entre les six pays impliqués dans le conflit.

La Zambie a également participé à cette réunion.

Le Rwanda et l'Ouganda, considérés par Kinshasa comme des agresseurs, ont quitté cette réunion

pour protester contre ce qu'ils jugent comme une accusation injustifiée.

Le président tchadien Idriss Déby a repris hier à son compte les accusations de Kinshasa. « Il est clairement établi qu'il y a agression extérieure contre la RDC... Ceci est inadmissible », a-t-il déclaré, sans toutefois nommer ces deux pays.

Le camp soutenant M. Kabila se retrouvera réuni ce week-end au sommet de la communauté de développement d'Afrique australe (SADC) à Maurice, où ne seront pas présents l'Ouganda et le Rwanda, ne faisant pas partie de la SADC.

À cette occasion, le président sud-africain Nelson Mandela a souhaité hier que ce sommet permette de « progresser » vers une normalisation de la situation en RDC.

« C'est une erreur de croire que si nous avons décidé qu'il fallait un cessez-le-feu, il entrera en application le lendemain », a déclaré à Port-Louis le président en exercice de la SADC.

Des réfugiés du Kosovo continuent d'affluer au Monténégro

Agence France-Presse
PRISTINA, Yougoslavie

Des centaines d'Albanais fuyant les combats dans l'ouest du Kosovo ont continué d'affluer hier au Monténégro voisin, désormais confronté à un grave problème humanitaire, selon ses dirigeants.

« Plus de 4000 personnes sont arrivées depuis vendredi matin » dans la région de Plav (sud du Monténégro), a indiqué Naim Prelukaj, porte-parole du Comité d'accueil des réfugiés dans cette ville.

« De nouveaux groupes continuent d'arriver », a-t-il dit, précisant que les réfugiés étaient massés dans une vallée à 4 km de Plav et que la police monténégrine leur interdisait d'entrer dans la ville.

Plusieurs personnes âgées sont mortes au cours de leur exode à travers les montagnes séparant le Kosovo du Monténégro, selon des témoignages cités par ce responsable.

Au total, plus de 12 000 Kosovars se trouvent actuellement dans la commune de Plav, a-t-il affirmé.

Avant cette nouvelle vague, la petite république yougoslave du Monténégro (640 000 habitants) hébergeait déjà plus de 44 000 Kosovars, venus s'ajouter aux 30 000 réfugiés de Bosnie et de Croatie accueillis ces dernières années, selon la Croix-Rouge locale.

Le gouvernement monténégrin a annoncé qu'il n'avait plus de « possibilités objectives » d'accueillir de nouveaux réfugiés.

Il en a informé les gouvernements étrangers et appelé les parties serbe et albanaise à « cesser immédiatement les hostilités qui provoquent des déplacements de populations », selon un communiqué.

M. Prelukaj s'est déclaré « indigné » par l'attitude des autorités monténégrines, alors que les réfugiés regroupés à Plav s'approprient à passer leur deuxième nuit à ciel ouvert.

« Nous avons pu leur distribuer un peu de nourriture et leur dispenser une aide médicale, mais

nous n'avons pas les moyens de secourir autant de réfugiés, parmi lesquels les enfants et les personnes âgées sont nombreux », a-t-il dit.

Une quinzaine de malades ont été installés dans une école, les organisations humanitaires ont distribué aux réfugiés un millier de couvertures et les boulangeries de Plav travaillent sans relâche, selon des journalistes locaux.

Les arrivants ont affirmé que « plusieurs milliers » d'autres personnes étaient dispersées dans les montagnes aux confins du Kosovo et du Monténégro.

Dans un communiqué publié à Pristina, chef-lieu du Kosovo, les séparatistes albanais de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) ont affirmé qu'ils étaient décidés à combattre les forces serbes « jusqu'à la victoire finale » et l'indépendance de la province. « Le Kosovo nous appartient ou sera réduit en cendres », déclare le communiqué.

En Macédoine, limitrophe du Kosovo, des manœuvres de l'OTAN ont débuté hier avec la participation de 1500 soldats de 26 pays, dont 13 signataires du Partenariat pour la paix.

Ce sont les deuxième manœuvres de l'Alliance à se dérouler dans le voisinage du Kosovo — après celles qui ont eu lieu en août en Albanie — et les premières ayant pour théâtre une ex-république yougoslave.

Le général américain Wesley Clark, commandant suprême des forces alliées en Europe, a affirmé cependant qu'« il n'y a pas de lien entre ces exercices (en Macédoine) et la situation au Kosovo », ceux-ci ayant été planifiés avant l'éclatement du conflit en février dernier.

Les manœuvres, qui se poursuivront pendant une semaine, simulent une opération de séparation de deux États en guerre, l'OTAN agissant en vertu d'une résolution de l'ONU.

Le scandale de Washington a un nom à Paris : Starr



Louis-Bernard Robitaille

collaboration spéciale
PARIS

A force de rigoler à propos de Clinton et Lewinsky, les Français ont fini par attraper des crampes et prendre l'affaire très au sérieux. La considérer en fait comme une dangereuse atteinte à la démocratie.

Vendredi soir à la radio, Daniel Vaillant, membre du gouvernement qui fait partie des intimes du premier ministre Lionel Jospin, s'exclama : « Dieu merci, une telle affaire est impensable en France. Veillons à protéger notre modèle de démocratie. »

Une spécialiste des États-Unis, de son côté, résume ainsi le feuillet : « Ce dont on accuse le président Clinton, c'est d'avoir menti, en réponse à une question posée lors de l'enquête préliminaire sur Paula Jones. Mais cette question, concernant Monica Lewinsky et des relations consentantes entre adultes, n'avait strictement aucun rapport avec l'accusation de harcèlement sexuel, laquelle accusation n'a d'ailleurs même pas été retenue, car on a prononcé un non-lieu. Bill Clinton a

donc menti à propos de sa vie privée en répondant à une question hors sujet, en vue d'un procès qui n'a jamais eu lieu. C'est un épouvantable dévoiement de la justice et de la démocratie. »

Une avocate, ce même vendredi soir où l'on attendait d'une heure à l'autre la livraison du rapport Clark sur Internet : « Je trouve extrêmement choquant que tous les éléments à charge soient jetés en pâture au monde entier avant même que la personne concernée ait pu en prendre connaissance ou présenter sa version des faits. C'est un grave déni de la présomption d'innocence. »

Un autre avocat, M^e Soulez-Larivière — célèbre à Paris pour ses dénonciations du système pénal français et son éloge du droit anglo-saxon — ajoute : « Tout système poussé à l'extrême, sans contre-pouvoir, aboutit à des aberrations. Nous y sommes. Exiger la transparence absolue des citoyens et des dirigeants, la vérité absolue à chaque instant sur sa vie privée et sa sexualité, c'est le totalitarisme. »

Dans sa quasi-totalité, le monde politique français est passablement horrifié par cette affaire. À l'exception d'une députée de droite, qui s'est fait principalement connaître par son hostilité à la loi sur l'avortement, et qui soutient que « le monde politique doit donner l'exemple et être irréprochable dans sa vie privée ».

Elle est bien la seule. L'ancienne ministre socialiste des Droits de la femme, Yvette Roudy, qui n'a rien d'une frivole, déclare : « Qui sont donc ces hommes du Congrès américain condamnant le président pour des actes privés, et quelle est précisément leur vie privée ? J'aimerais bien le savoir. »

Un journaliste politique de *L'Express*, Jean-Michel Apathie, souligne en contrepoint un aspect positif de cette crise : « Cela montre

au moins qu'aux États-Unis, même le pouvoir suprême n'est pas à l'abri des critiques et de la loi. Il y a là une leçon pour la France, où le pouvoir se comporte encore souvent comme une monarchie. » Ce qui ne veut pas dire qu'il approuve le harcèlement dont le président Clinton est victime, mais le fait que le président ne soit pas totalement au-dessus de la loi commune.

Le fait que les Français aient traditionnellement été trop respectueux des pouvoirs en place, comme si la Révolution française restait encore à achever, ne signifie pas qu'a contrario un régime idéal soit celui où un président se verrait obligé de prouver qu'il n'a jamais couché avec une autre femme que son épouse, qu'il n'a jamais fumé un joint, ou piqué une tablette de chocolat.

Dans son bloc-notes du *Point*, entièrement consacré au sujet, l'ancien-nouveau-philosophe Bernard-Henri Lévy dénonce violemment le nouveau maccarthysme, le climat d'Inquisition qui ravage une partie des États-Unis.

« Que l'impératif de transparence soit un bon antidote au règne de la raison d'État et du cynisme, ce n'est pas nous Français, enfin entrés dans l'ère postmitterrandienne, qui songerons à la nier... La démocratie, c'est la lutte contre le secret mais aussi, en même temps, la préservation, au cœur de la vie de chacun, de cette inaltérable réserve d'intimité et d'ombre. Un régime qui contraindrait ses gouvernés, mais aussi ses gouvernants, à vivre dans la lumière totale serait, à la lettre, totalitaire. »

Pourquoi, demande-t-il, ne pas exiger de Clinton le contenu de ses conversations intimes avec Hillary ou ses amis, la liste de ses lectures, et la preuve qu'il a bien fait sa prière le dimanche ? Vérifier s'il ne lui est pas arrivé « de parler avec cynisme de ses adver-

saies ou de son mandat » ?

Bref, conclut notre BHL, « ces élus américains qui admettent sans difficulté que, dans l'exercice de ses fonctions, leur président sera la main d'un assassin, par exemple le Chinois Li Peng, mais qui, lorsque en privé, il caresse une jeune fille — deux fois plus jeune que lui ! — parlent de le destituer, ces tarufes sont des irresponsables doublés d'ayatollahs laïques ».

Doit-on rappeler ici que, si la France n'a rien d'un modèle en ce qui concerne le contrôle des budgets publics et la lutte contre les diverses corruptions (mais ça change un peu), elle est en revanche irréprochable en ce qui concerne la vie privée des personnalités publiques.

Dans les diners-en-ville et dans les rédactions, chacun se régale des anecdotes croustillantes à propos des aventures (réelles le plus souvent) prêtées à tel président ou premier ministre. Mais rien ne filtre dans les médias. Ou alors, comme dans le cas de Mazarine, fille naturelle de Mitterrand, la vérité finit par être révélée, sans provoquer le moindre scandale.

On croyait que, dans ce pays méditerranéen, l'homosexualité en revanche constituait un tabou inviolable. On découvre aujourd'hui que, dans certains cas au moins, ça passe comme le reste. Dans une ville du Sud profond, Pau, pas très loin de Lourdes, un certain André Labarrère, ancien ministre socialiste (et jadis prof pendant huit ans à l'Université Laval), a plusieurs fois parlé ouvertement de son homosexualité. Cela fait vingt ans qu'on le réélit à la mairie, et la population s'en fout royalement. « Tout au plus, plaisante-t-il, j'ai constaté qu'on m'avait surnommé embrayage — c'est à dire pédale de gauche. J'ai trouvé ça drôle. »

M. Labarrère est-il politiquement correct ?



Photo de famille (politique) hier à la Maison-Blanche, après que le président Clinton eut enregistré son message radiophonique hebdomadaire pour diffusion le dimanche.

Bill Clinton, un président en sursis

Agence France-Presse
WASHINGTON

Le président Clinton a maintenant clairement établi sa stratégie, depuis le début de cette semaine fatidique, qui a culminé vendredi avec une véritable confession publique d'un président en repentance et au bord des larmes devant la crème du clergé américain, puis la diffusion dans l'après-midi du rapport du procureur Kenneth Starr avec ses détails sexuels particulièrement explicites, sur le réseau mondial Internet.

Il a pour l'instant rejeté toute tentation de démissionner, malgré l'atmosphère de « maccarthysme sexuel » qui semble s'être emparée d'une partie de l'opinion et des milieux politiques du pays.

Un parlementaire démocrate de New York, Charles Rangel, qui a rencontré hier dans la matinée M. Clinton, a confirmé que le président « a décidé de continuer la tâche pour laquelle il a été élu. Il va maintenant se concentrer sur les problèmes des Américains », a-t-il dit.

Au plan moral, après ses frasques sexuelles M. Clinton projette désormais l'image du pêcheur repentant s'appuyant sur la rédemption chrétienne chère à l'ancien président Jimmy Carter.

Au plan politique, il a renoncé aux attaques directes contre le procureur indépendant Kenneth Starr ou ses adversaires au Congrès. Cette tâche sera réservée à ses avocats, qui ont publié hier une réponse point par point aux accusations de l'ultra-conservateur Kenneth Starr. Ils l'ont déjà pratiquement accusé de conduire une véritable vendetta contre le président.

M. Clinton pour sa part va multiplier les sorties et les interventions sur les grands thèmes politiques de son administration, en rappelant ses réalisations notamment au plan économique et les grands dossiers toujours en suspens (réforme du système de protection sociale, éducation, environnement) qui ne sauraient attendre.

Vendredi soir, quelques heures après la diffusion du rapport Starr sur Internet, dont toutes les chaînes de télévision diffusaient en direct les détails les plus scabreux, Bill Clinton et son épouse Hillary, sont apparus soulagés, lors d'une cérémonie irlandaise-américaine en leur honneur sur les pelouses de la Maison-Blanche.

Les experts en communication de la Maison-Blanche avaient naturellement bien orchestré l'événement pour le bénéfice des télévisions, mais le soulagement du couple présidentiel apparaissait sincère. Hillary Clinton semblait plus proche de son mari qu'elle ne l'était depuis les premiers aveux présidentiels il y a un mois.

Le premier sondage publié après la diffusion du rapport Starr devrait conforter le président et son équipe. Selon une étude CNN / Gallup, 62 % d'Américains jugent toujours favorablement la tâche accomplie par M. Clinton, un gain de 2 % sur le précédent sondage.

Plus important, 63 % des Américains sont opposés à une destitution de leur président, même si une large majorité (58 %) estime que Bill Clinton ne devrait pas s'en tirer avec une simple confession publique, et qu'il devrait être censuré par le Congrès pour sa conduite choquante et ses mensonges.

Mais quelles que soient les décisions du Congrès, M. Clinton apparaît désormais comme un président fortement affaibli, voir en sursis, tant sur le plan intérieur qu'à l'étranger. « Il n'est jamais aussi fort et combatif que dans l'adversité », rappelle cette semaine James Carville, l'un de ses proches qui fut responsable de ses campagnes électorales.

La réplique de la Maison-Blanche aux accusations de Kenneth Starr

Agence France-Presse
WASHINGTON

Les avocats de Bill Clinton ont réfuté hier point par point les accusations avancées par Kenneth Starr à l'encontre du président américain dans son rapport sur l'affaire Monica Lewinsky rendu public vendredi.

Le procureur a essentiellement accusé M. Clinton de parjure et d'entrave à la justice, deux motifs susceptibles d'entraîner, selon lui, une procédure de destitution du président par le Congrès.

Voici les principales accusations de Kenneth Starr, suivies des réponses de la Maison-Blanche.

1 KENNETH STARR : Bill Clinton a menti sous serment à deux reprises, en janvier et en août, en affirmant devant la justice ne pas avoir eu de relations sexuelles avec Monica Lewinsky.

MAISON-BLANCHE : Bill Clinton ne retenait pas « de bonne foi » les fellations comme faisant partie des relations sexuelles. La définition des relations sexuelles fournie au président américain lors de l'affaire Paula Jones ne spécifiait pas ce type de pratique.

2 KENNETH STARR : Bill Clinton a menti sous serment en déclarant ne plus se souvenir avoir été seul avec Monica Lewinsky ou lui avoir offert des cadeaux.

MAISON-BLANCHE : Bill Clinton n'a jamais nié avoir été seul avec Monica Lewinsky ou lui avoir offert des cadeaux. Certaines de ses réponses ont été « malencontreusement déformées » et les enquêteurs « étaient libres » de poser au président américain des questions précises sur la nature de ses relations avec Monica Lewinsky, ainsi que sur les lieux de leurs rencontres. « Ils ne l'ont pas fait (et Kenneth Starr, ainsi que son équipe) ne peuvent maintenant rendre responsable le président pour leur carence ».

3 KENNETH STARR : Bill Clinton s'est efforcé avec Monica Lewinsky de cacher les cadeaux qu'il avait offerts à la jeune femme, faisant ainsi entrave à la justice.

MAISON-BLANCHE : accusations « totalement infondées et tout simplement absurdes ». Ces cadeaux ne l'intéressaient pas « car il échange fréquemment des présents avec des amis ».

4 KENNETH STARR : Bill Clinton s'est rendu coupable d'entrave à la justice en incitant Monica Lewinsky à faire en janvier une fausse déposition, au moment de l'affaire Paula Jones, une ancienne employée de l'Arkansas qui poursuivait Bill Clinton pour harcèlement sexuel.

MAISON-BLANCHE : Le président américain n'a « jamais donné pour instruction » à Monica Lewinsky de mentir ou cherché à l'influencer dans sa déposition, car « il savait que M^{lle} Lewinsky avait ses propres avocats pour défendre ses propres intérêts ».

5 KENNETH STARR : Bill Clinton s'est rendu coupable de subornation de témoin à l'encontre de sa secrétaire personnelle, Betty Currie, au lendemain de la déposition du président américain sur l'affaire Paula Jones. Bill Clinton a menti sciemment à ses collaborateurs pour qu'ils répercutent ses affirmations sur l'affaire Lewinsky.

MAISON-BLANCHE : Bill Clinton s'est bel et bien entretenu de Monica Lewinsky avec Betty Currie, car les deux femmes étaient des amies, mais à une époque où la secrétaire du président n'était pas encore appelée à comparaître comme témoin dans l'affaire Paula Jones. « Il n'y a pas et ne peut y avoir de preuve » démontrant que le président ait tenté de faire entrave à la justice en demandant à ses collaborateurs de répéter ses propres déclarations.

Les faiblesses juridiques du rapport de Kenneth Starr

JOHN DIAMOND
de l'Associated Press, WASHINGTON

Le rapport Starr est certes dérangeant et humiliant. Mais il reste à voir si les membres du Congrès américain estimeront qu'il est juridiquement assez étoffé pour mériter le déclenchement d'une procédure de destitution du président Bill Clinton : plusieurs experts estiment en effet que les conclusions du procureur indépendant comportent des points faibles, notamment pour ce qui est de l'accusation d'obstruction à la justice.

Après la publication des 445 pages du rapport, certains spécialistes ont été choqués, et notamment les personnes chargées d'enquêter et de juger dans l'Irangate, à la fin des années 80 (NDLR : l'affaire des ventes secrètes

d'armes à l'Iran pour obtenir la libération d'otages américains à Beyrouth, et dont les bénéfices ont servi à financer la guérilla anti-sandiniste — contras — au Nicaragua) : « J'ai été impressionné par la faiblesse de ses arguments », déclare Bruce Yannett, ancien procureur dans l'Irangate : « Pour une enquête criminelle, c'est pathétique ».

Bon nombre de ces juristes soulignent notamment que Starr admet bien dans son rapport que ni Bill Clinton ni Monica Lewinsky ne semblent avoir explicitement demandé à l'autre de mentir sous serment au sujet de leur relation. Son accusation d'obstruction à la justice, estiment-ils, Kenneth Starr la fonde sur une idée : celle que les deux partenaires se comprenaient clairement sur ce sujet

lors de leurs conversations.

Pour David Kendall, avocat du président, Starr « a exagéré de façon extravagante » ces conversations pour « tenter de laisser entendre qu'il y a eu obstruction à la justice ».

Un autre procureur de l'Irangate, John Douglass, juge qu'« aucun procureur ne s'attendrait à ce qu'un jury prononce une condamnation à partir de ces faits. Et ce n'est pas une accusation qu'un procureur aurait tendance à présenter, s'il s'agissait de quelqu'un d'autre que le président des États-Unis ».

Autre point faible sur lequel les avocats présidentiels risquent de mettre l'accent dans leurs riposte est l'accusation selon laquelle les efforts faits par Bill Clinton pour aider

M^{lle} Lewinsky à trouver un travail constitueraient une tentative d'obstruction de la justice.

Le rapport Starr souligne en effet clairement ce fut Monica Lewinsky qui sollicita l'aide de Bill Clinton pour un nouvel emploi, et ce des mois avant son implication dans l'affaire Paula Jones.

John Barrett, autre procureur de l'Irangate, estime que l'écrasante quantité de faits compilés par Kenneth Starr et la précision et l'exactitude de son rapport sont difficiles à surmonter : « Il n'y a pas vraiment de témoins ou de documents manquants qu'il faudrait rajouter. Ce que les représentants doivent faire maintenant, c'est de compiler tous les documents, et écouter les témoins. »

La presse d'ailleurs

parcourue
par Réal Pelletier



THE WALL STREET JOURNAL The New York Times The Boston Globe

Bill, Monica, les puces et... votre santé mentale

Il y a 48 heures, tous les records d'accès à un dossier donné sur Internet ont été battus, à la faveur de la publication du document par lequel un procureur spécial allait actionner le dédic juridique pouvant conduire à la destitution du « maître du monde ». Les sondages des prochains jours devraient nous dire si cette ruée câblée procédait davantage d'un intérêt pour les choses de l'ordre politique américain et mondial, que d'un voyeurisme eu égard à la saveur égrillard du problème.

Reste que cette présente affluence record vers le Net nous replace brusquement devant cette formidable révolution de la communication qu'incarne Internet. Son ampleur appelle maintenant des études qui commencent tout juste à se faire quant à son impact sur les personnes que nous sommes. Dans l'inter-valle, l'industrie informatique salive à l'idée que très bientôt, tout ce qu'il y a chez vous de moindre appareil ménager à composantes électroniques puisse rester en contact permanent, par le Net, avec vous-même, en même temps qu'avec les fabricants de ces appareils ménagers intelligents, ne serait-ce qu'à des fins d'efficacité d'entretien. D'autres industriels enfin, adeptes d'un voyeurisme commercial cette fois, profitent du Net pour entrer chez vous, histoire de profiler vos habitudes de consommation, afin de mieux vous cibler.

Net et dépression

Parler de « formidable révolution » ici n'a rien d'exagéré. Pensez : les usagers d'Internet en 1993 dans le monde, rappelle le *Wall Street Journal*, n'étaient que quelques centaines de milliers. Cinq ans plus tard, on compte 120 millions d'internautes. Aux États-Unis, 20 % des ménages y sont branchés. Les communications, déjà, s'en trouvent bouleversées, mais on n'a encore rien vu, dit le journal.

On en a vu assez néanmoins pour que la communauté des psys commence à jauger l'impact, sur la personne, de ce lien d'intimité qu'elle entretient avec « sa » machine.

Ce qui intéresse principalement les psys pour l'instant, c'est moins l'opérateur accédant au bidule à des fins utilitaires que celui qui, de chez lui, s'adonne dans ses temps libres à cette navigation sur les

océans de la connaissance.

Ironie du sort : les grands noms — Intel, Hewlett-Packard, AT&T et autres — qui avaient financé la première grande étude universitaire sur le phénomène avec l'espoir secret peut-être de pouvoir vous dire « Fréquentez le Net, c'est bon pour vous », doivent maintenant ravalier leur gomme. L'étude en effet, conduite par des chercheurs de l'Université Carnegie Mellon à Pittsburgh, a permis de déceler que la fréquentation régulière du petit génie, ne serait-ce que quelques heures par semaine, tranquillement chez soi, a un effet psychologique perturbateur.

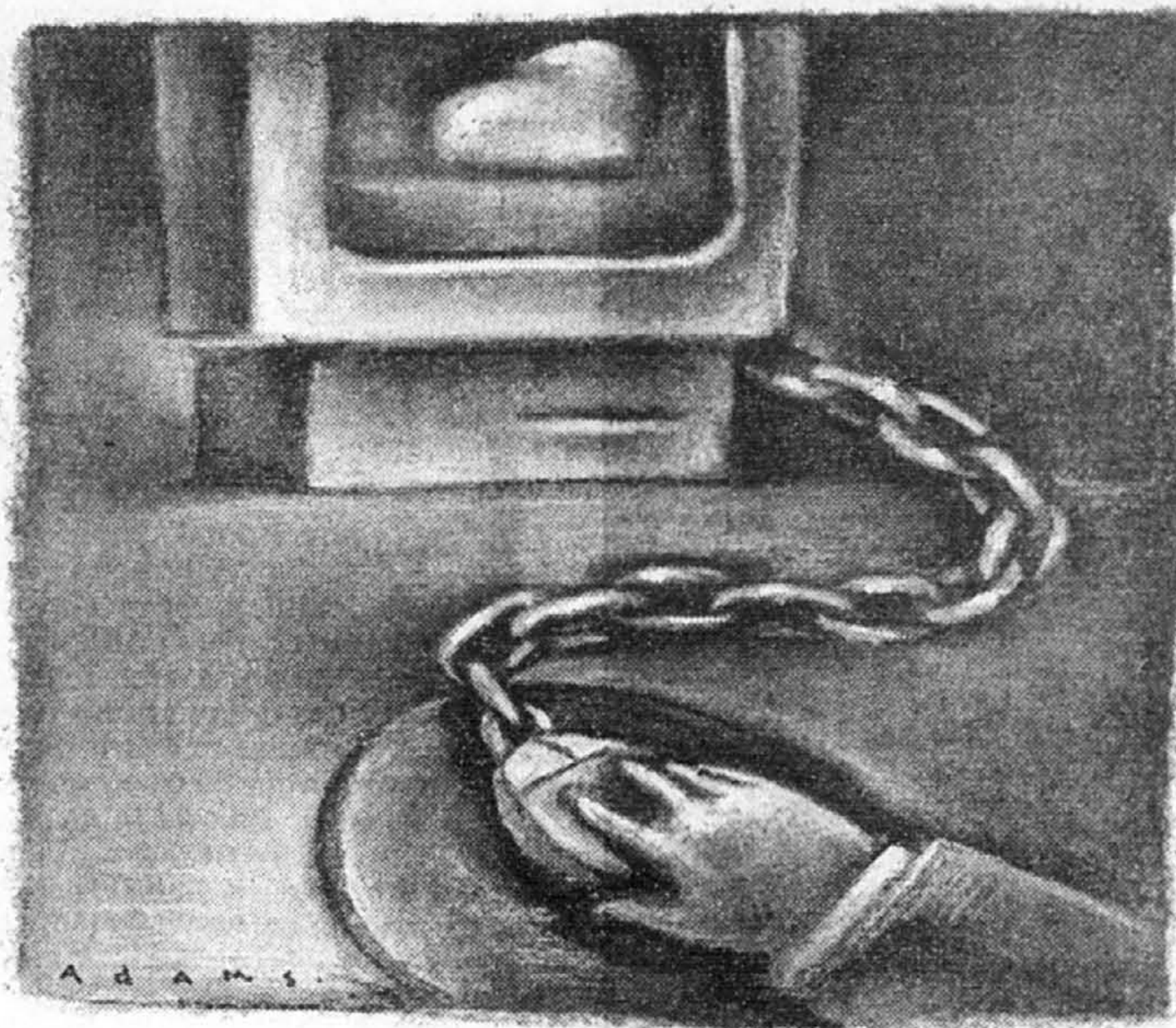
On se disait : Internet est supérieur à la télévision et autres médias « passifs » parce que le client devient sélectif dans ses sources d'information et qu'il entreprend d'échanger par courriel, quittant peut-être sa solitude, se muant en un être en quelque sorte plus « social ». Pas du tout. Le Net se révèle finalement pas plus socialisant que les médias classiques, disent les chercheurs. De fait, le nombre d'heures consacré à ce type de navigation correspond à peu près à la réduction du nombre d'heures voué à la rencontre de vraies personnes en chair et en os.

Le Net devait-il atténuer la solitude et les tendances dépressives ? De fait il a tendance à les accroître, révèle l'étude. Et les auteurs insistent ici sur le fait que leurs résultats sont tirés d'un échantillonnage de sondés majoritairement « normal », dirait-on, et non sur les franges de population plus exposées aux affres de la solitude ou de la dépression.

Eux-mêmes surpris de leurs résultats, les chercheurs, dit le *New York Times*, ont pris soin de spécifier que leurs travaux ne portaient pas sur l'instrument en soi, mais sur l'usage que les gens en font.

Une explication

Dans le *Boston Globe*, une psychiatre, Elissa Ely, relève cette corrélation entre « des états émotionnels négatifs (dépression, stress, solitude) et la quantité de temps consacrée au Net », révélée par l'étude. Elle rappelle que jadis la dépression portait son nom tout seul ; qu'on lui a associé ensuite toutes sortes de spécificités — atypique, anaclitique, endogène — ; et qu'il faudra peut-être ajouter désormais à cette liste excentrique un



qualificatif pratique, la « dépression Internet ».

Bien sûr, dit Mme Ely, le Net donne le sentiment d'une participation sociale illimitée. Il crée chez l'utilisateur l'impression qu'il vit dans un monde infini. Il faut comprendre que l'infini défie l'intimité. Il s'agit là, précise-t-elle, d'un infini sans visage : deviennent accessibles toutes les étoilles du firmament, mais sans romantisme ; toutes les galaxies de l'univers, mais sans chaleur. Le problème : comment en arriver à aimer les autres dans pareil cheminement. Elle cite une romancière, Carson McCullers, qui dit que l'apprentissage de la communication avec les autres commence par celui d'apprendre à aimer des choses finies, simples, comme un arbre, un rocher, un nuage.

Et la psychiatre d'ajouter : apercevoir l'univers globalement et à des distances infinies porte moins de signification pour l'être qu'un long regard jeté à une paire d'yeux d'humains. Elle conclut en disant qu'une fois la nuit arrivée, que l'écran magique s'est assombri, il n'y a plus personne.

Gadgets à venir

Rien là pour arrêter Internet, on l'aura compris.

L'a compris en tout cas tout un pan important de l'activité économique, l'industrie de l'équipement ménager. Ceux-là, qui font plus dans l'espèce sonnante et trebuchante que dans le rêve, n'en rêvent pas moins du jour où l'équation parfaite sera établie entre leur produit d'une part, et, d'autre part, vous-même et eux-mêmes.

« Vous-même » pourra en profiter, par exemple, de la manière suivante : plus besoin, en juillet, de faire marcher inutilement et chèrement la clim pendant 10 heures ; suffira, en quittant le bureau — et par Internet — d'actionner votre climatiseur, muni d'une puce ad hoc.

Gros sous d'économisés pour vous-même, mais ils ont pensé aussi à eux-mêmes. Un cas : une maison comme Whirlpool, dit le *Wall Street Journal*, dépense 50 \$ pour chaque avis d'un bris de lave-vaisselle couvert par une garantie. Si votre appareil était muni d'une puce pertinente, Whirlpool saurait rapidement par le Net quel est le bobo et l'économie du coût de réparation serait à l'avenant.

Mais les communications ne seraient-ce qu'internes de l'entreprise font aussi l'objet d'analyses pointues. Une entreprise comme General Electric a déjà planté, dans des

machines situées à des milliers de kilomètres de distance d'un point de contrôle, des puces qui le renseignent, via le Net, sur l'état de santé desdites machines.

Ce schéma fascine la grande industrie. À commencer par les simples exploitants de distributrices qui, par une simple puce ad hoc, pourraient savoir en permanence, par l'entremise du Net, si telle machine manque de Coke, de Oh Henry ! ou de Joe Louis et économiser en conséquence sur la tournée des popotes électroniques.

Les fins finauds

Tout ça est génial, on l'avouera. Sauf que l'intimité qui confine à la dépression, selon les psys, n'est peut-être pas si intime que ça.

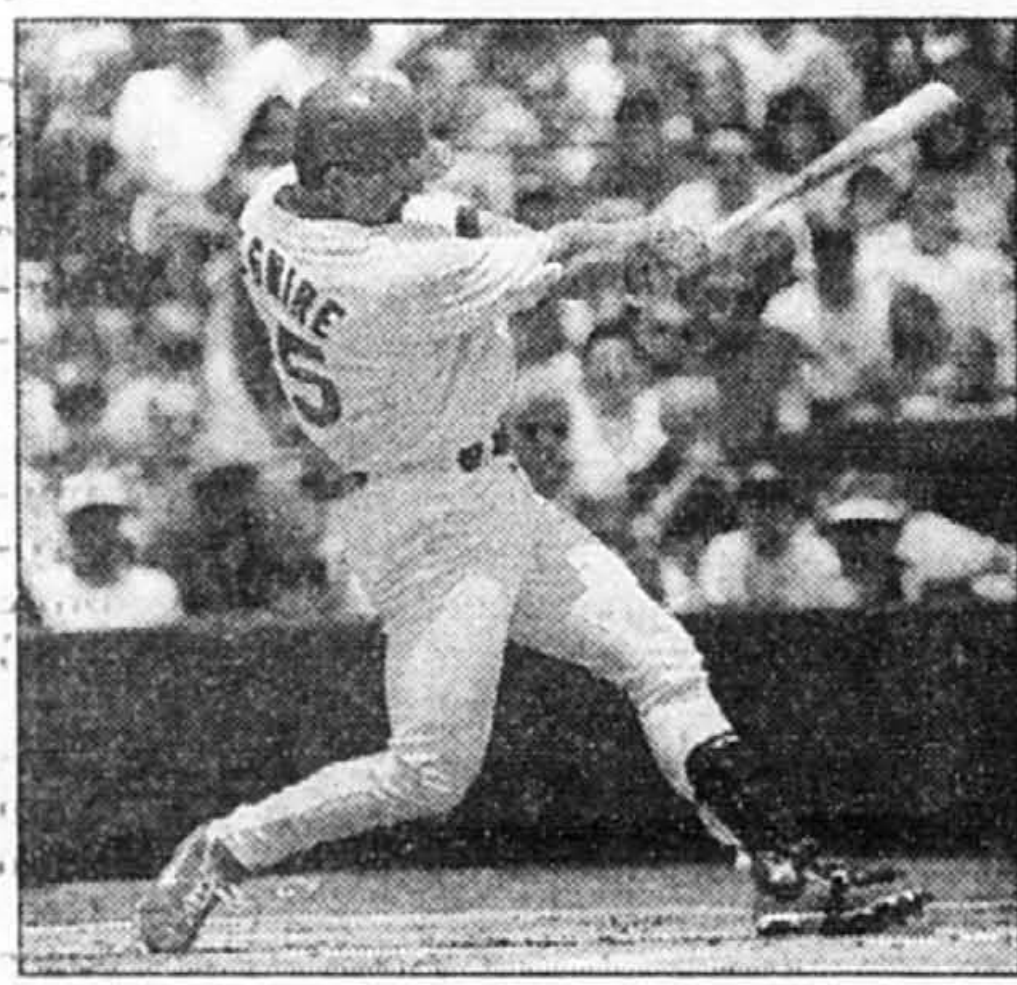
Au Massachusetts voisin, pôle, avec Silicon Valley, du développement de l'informatique, des petits rusés ont appris, sans que vous ne le sachiez, à connaître vos itinéraires intimes sur Internet, avec la complicité d'ailleurs de certains des plus grands fournisseurs commerciaux sur Internet, révèle le *New York Times*.

On disait tout à l'heure que 120 millions de personnes utilisent maintenant le Net. Or CMG Information Services, de Andover au Mass., a déjà dessiné le profil de consommation de 30 millions d'entre eux : leurs habitudes de lecture, de consommation, de divertissement. Une mine d'or, quant on sait la passion du grand commerce pour ce type de renseignement.

La suite est finalement assez effrayante quant on y pense et la fameuse « intimité » du truc en prend un coup. Mais pour l'immédiat, ça peut, à la pièce, donner ceci : si, comme utilisateur du Net, vous naviguez du côté de l'intérêt touristique qu'offre l'Angleterre, vous recevrez immédiatement plein de docu sur les transporteurs aériens qui vous amèneront à Heathrow ou sur des hôtels de Londres. Cherchez-vous de l'info sur l'alpinisme, le jardinage organique ou le tennis ? Une brochette de titres de livres sur ces sujets vous sont immédiatement communiqués, explique candidement le patron de CMG Information Services, pour qui les mots « de quoi j'me mêle » ne paraissent pas avoir grand sens.

Liberté de naviguer, le Net ? Mon œil ! Intimité, le Net ? Mon autre chose !

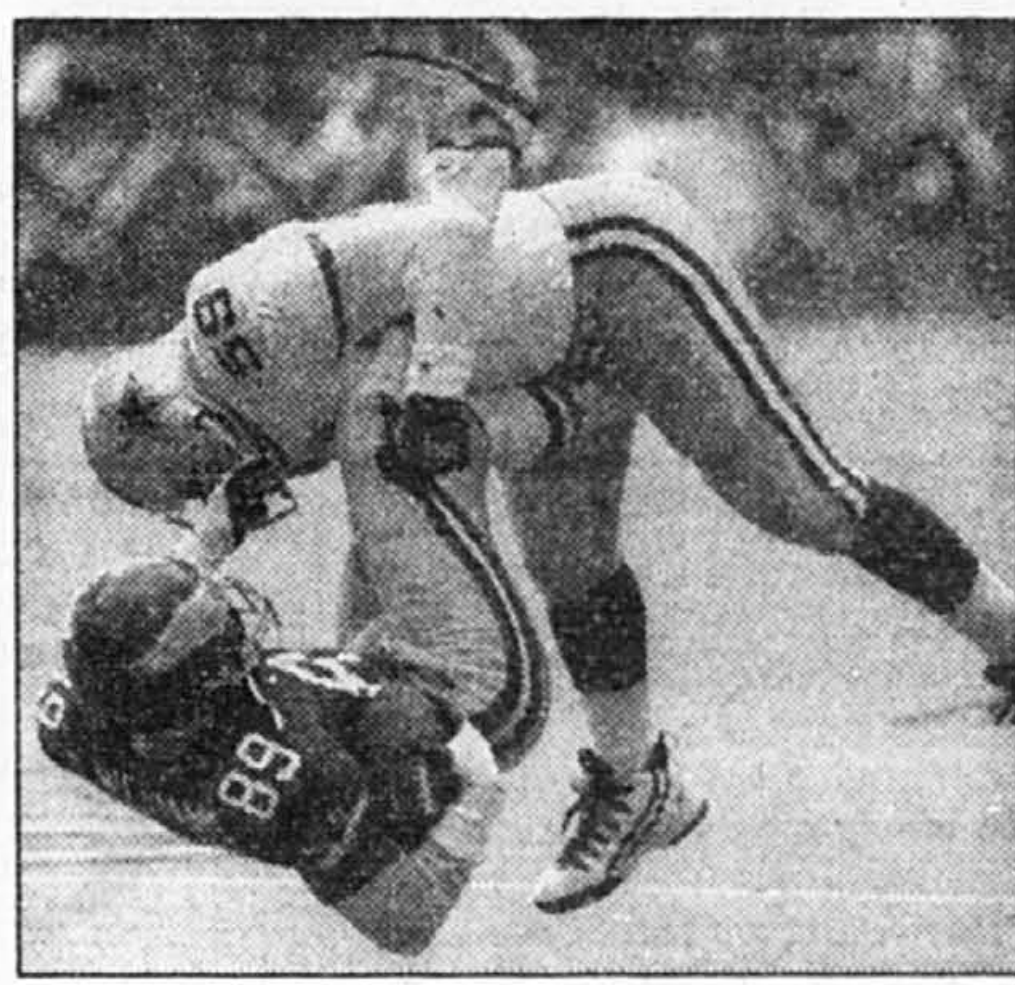
C'est pour bientôt, allez !



The Boston Globe

Dérapiage

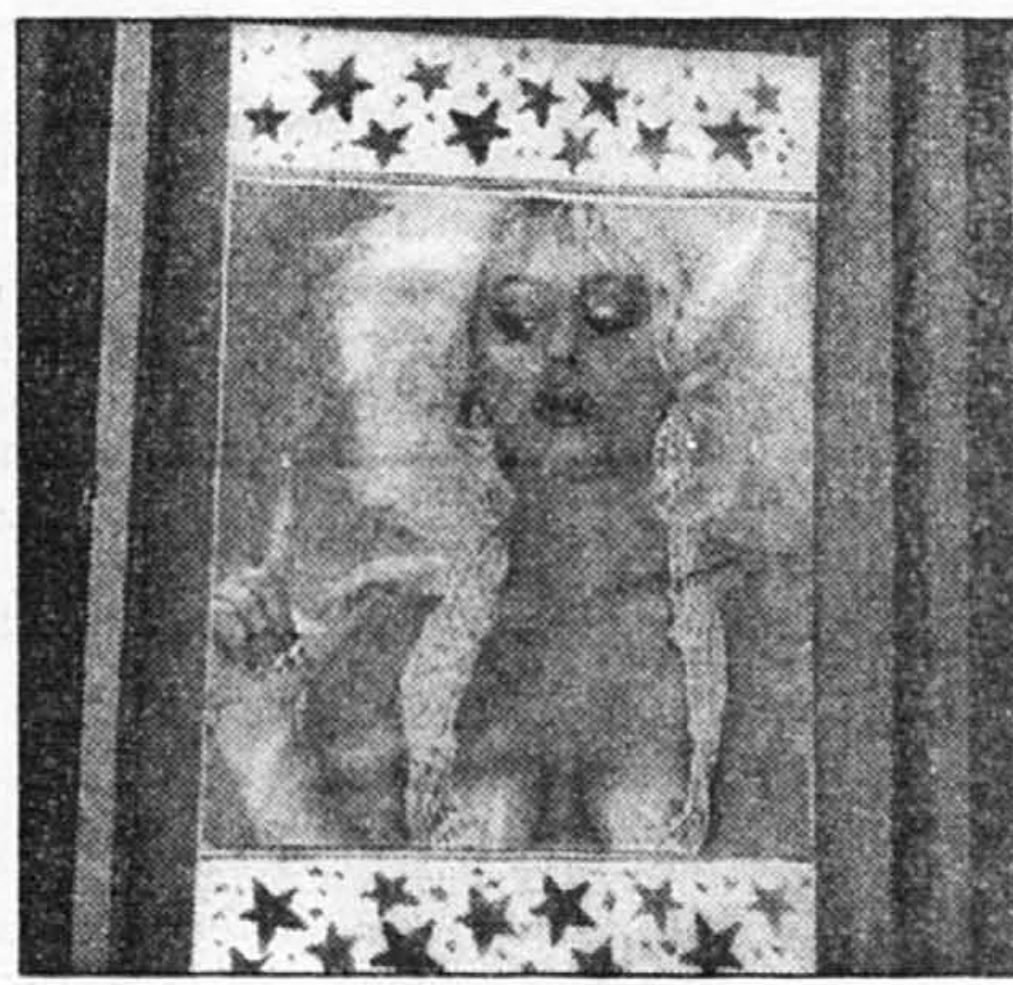
Les amateurs de baseball sont en plein festin, depuis que l'excellent Mark McGwire, des Cards de St. Louis, a brisé le record de coups de circuits en une saison que détenait Roger Maris. Mais le phénomène n'impressionne pas outre mesure l'universitaire Luke Salisbury, qui a déjà écrit des bouquins sur le baseball. Il écrit dans le *Boston Globe* que la performance de McGwire, et de son suivant Sammy Sosa, ne sera jamais comparable à celle de Babe Ruth (54 circuits en 1920) et de Maris (60 en 1961) tout simplement parce que le baseball n'est ce qu'il était en 1961, lui qui n'était déjà plus le baseball de 1920. Le prof observe que les marques, tant de Maris que de McGwire, se produisent comme par hasard une année d'expansion, c'est-à-dire des années où la qualité moyenne des lanceurs a diminué. Il ne veut pas dénigrer McGwire et Sosa pour autant, mais il fait remarquer que ces joueurs évoluent sur des terrains plus petits, qu'ils s'adonnent à l'halitrophilie, quand ce n'est pas à l'androsténodione. Il estime que la performance d'un Babe Ruth dégageait une pureté qu'on ne retrouvera jamais. Ruth, dit-il, avait changé la stratégie du baseball, ajoutant le coup de circuit aux jeux subtils des coups d'un but, des vols de buts, des coups sacrificiels. Mais la course actuelle aux coups de circuits, estime-t-il, n'est qu'une vaste opération de marketing. Le baseball, dit-il, victime de ses grèves, de ses salaires obscènes, du comportement grossier de ses athlètes, de l'extorsion de fonds qu'il pratique pour l'obtention de stades envers des villes sous-équipées au plan scolaire, avait besoin d'une course aux coups de circuit.



The New York Times

Surmenage

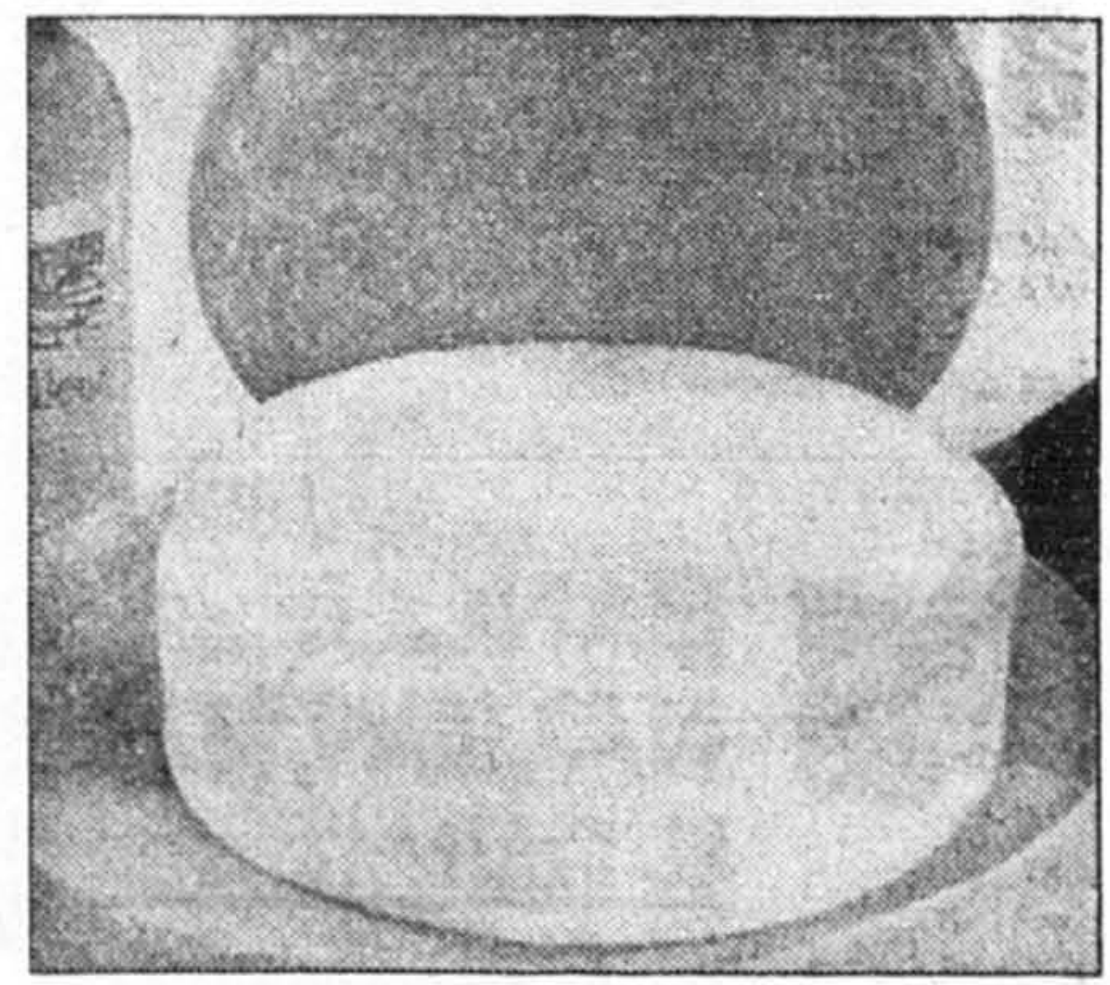
On a parlé ici la semaine dernière de l'étonnante fréquence des commotions cérébrales qui surviennent au football professionnel américain. Le *New York Times* ajoute, cette semaine, que d'autres accidents se multiplient — ruptures de ligaments, déchirures de tendons, voire paralysie — parce que les joueurs sont à la fois de plus en plus lourds et de plus en plus rapides. On rencontre maintenant des demis arrières de 240 livres capables de courir à la vitesse de sprinters. « Le football peut davantage raccourcir votre vie que l'abus de drogues », estime Chris Shannon, un thérapeute s'occupant des joueurs des 49ers de San Francisco. « Des entraîneurs demandent à leurs joueurs de faire sortir le quart-arrière adverse du match ou de rompre les genoux de tel adversaire », a déjà déclaré le demi Lawrence Taylor, des Giants. Plus grave, dit le journal, qui a interviewé des douzaines de joueurs et des psychologues : les effets du jeu sur la santé mentale. Mille cinq cents joueurs ont vécu l'été sous une discipline quasi militaire. Ensuite, pour chaque match hebdomadaire, le joueur se prépare mentalement à une violence extrême. Le problème, c'est que de match en match, ce ne sont pas tous les joueurs qui arrivent à se remettre de cet état d'esprit. Certains le traînent après avoir quitté le stade et c'est la petite amie, la femme ou les enfants qui en font les frais. D'autres par contre ont investi tellement dans leur état de violence qu'ils ne trouvent plus d'énergie de réserve pour quoi que ce soit d'autre. Un joueur vedette des Patriots, John Hannah, devenu cambiste, consulte encore les psys parce qu'il arrive mal à retrouver l'adrénaline que lui insufflait le jeu.



THE SUNDAY TIMES

Dépannage

Si les Américains, à l'étonnement de plusieurs, veulent que Bill Clinton reste à la présidence, c'est peut-être qu'ils en ont vu d'autres, en matière de jambes en l'air. Le *Sunday Times*, de Londres, signale que le « divertissement adulte » est une industrie qui fait maintenant dans les 10 milliards de chiffre d'affaires aux États-Unis. La seule industrie du film porno engendre maintenant 4,2 milliards, alors qu'elle ne cotait qu'à 10 millions il y a 25 ans. Au point que les Américains dépensent plus actuellement pour les films pornos, les conversations téléphoniques obscènes tarifées et dans les boîtes de strip que pour tous les autres types de spectacle, y compris les concerts rock et le théâtre. Des entreprises respectables véhiculent les petits commerces : AT&T, les conversations tarifées ; Time-Warner des films pornos sur son câble ; Sheraton, le même produit, dans ses chambres d'hôtel. Toute l'industrie a maintenant son lobby, la Coalition pour la liberté de parole (*Free Speech Coalition*), qui a son porte-parole auprès des élus, Kat Sunlove, politologue virée « dominatrice », puis éditrice de *Spectator*, un mag de sexe. Équipée d'un budget de 300 000 \$US par année, Mme Sunlove a réussi notamment, l'an dernier, au nom de l'emploi, à faire tomber une taxe californienne de 5 % sur la projection payante de films pornos, taxe dite « du péché ». « Nous avons, dit-elle, cessé d'être des hors-la-loi et devenons des voisins comme tout le monde. » Des féministes pourtant se rebellent : « Les gens ont perdu le sens de l'outrage et ne se rendent pas compte que les femmes sont blessées », dans ce genre de commerce, estime Andrea Dworkin, qui fait campagne contre la pornographie.



The Observer

Fromage

L'un des quatre piliers de la culture française s'écroule, avise le correspondant à Paris de l'hebdo *The Observer* : les vins fins, l'art, le sexe demeurent solides, mais le fromage qui sent présente des fissures. Les ventes de camembert chutent de 5 % par année depuis cinq ans. Certes, le Français moyen continue d'acheter ses dix boîtes par année du célèbre fromage normand, aucun marchand, aucun restaurant, aucun hôtel ne peut se permettre de ne pas offrir du camembert, mais les chiffres sont là et inquiètent. Hervé Foucher, directeur adjoint de l'Union des producteurs de camembert, estime que ce ne sont pas les goûts qui changent mais les façons de vivre. Avaler un camembert suppose un pain baguette et un verre de vin rouge. Or les trépidations de la vie moderne placent de moins en moins les gens, tout pressés qu'ils sont, en situation de pouvoir réunir ces trois conditions de la dégustation. Réaction des fabricants : améliorer la qualité. Mais l'initiative n'aura contribué finalement qu'à augmenter le prix du produit, risquant de le faire passer dans la catégorie bien de luxe plutôt que denrée quotidienne. M. Foucher ne veut pas que le camembert s'embourgeoise.

ILS ONT DIT QUE...

« Les hommes d'aujourd'hui ne savent plus aimer. Ils sont salariés, divorcés, ils n'ont plus rien à transmettre à leurs enfants. »

- Michel Houellebecq,
écrivain français

La personnalité La Presse de la semaine

Il n'est pas de succès qui se mérite s'il n'est construit sur l'excellence

ANDRÉ DESMARAIS
PRÉSIDENT DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION

ROGER D. LANDRY
PRÉSIDENT
ET ÉDITEUR

CLAUDE MASSON
ÉDITEUR ADJOINT

MARCEL DESJARDINS
DIRECTEUR DE L'INFORMATION

ALAIN DUBUC
ÉDITORIALISTE EN CHEF



PHOTO PIERRE McCANN, La Presse

SUR LA SCÈNE DE L'ACTUALITÉ / SEMAINE DU 13 SEPTEMBRE 1998

Manon Briand

JEAN-PAUL SOULIÉ

Lundi dernier, lors de la cérémonie de clôture du 22^e Festival des films du monde de Montréal, Manon Briand, jeune cinéaste de 33 ans, a vécu quelque chose qui semblait beaucoup à son plus vieux rêve : monter sur le podium ! Ce n'était pas aux Jeux olympiques, ces compétitions qui ont hanté toute sa jeunesse, mais à la remise des prix du FFM. Manon en a remporté trois avec son premier long métrage, *2 Secondes* : Prix de la meilleure mise en scène, Prix de Montréal pour le premier long métrage, et Prix du public pour le meilleur film canadien. *La Presse* se joint à ce concert d'éloges en nommant Manon Briand **Personnalité de la semaine**.

Manon Briand est née à Baie-Comeau et, quand elle décrit son enfance, elle a le sourire heureux que font naître les bons souvenirs. « Je suis née dans les épinettes et entre des moteurs, dit-elle. Mon père est un maniaque des voitures et de tout ce qui a un moteur. » Elle, ce serait plutôt la bicyclette. Elle en a trois, une pour la ville, une pour la route, qui lui permet d'aller rouler avec son frère et sa bande de copains fanatiques d'entraînement et de performance, et une de montagne. « Je passe mon temps sur mon vélo. Et je suis aussi une accro du patin à roulettes. » Souvent, quand elle va livrer ses propres enveloppes dans des bureaux du centre-ville, en plein hiver, on la prend pour un des personnages de son film *2 Secondes* qui met en scène les coureurs de Montréal.

Depuis l'âge de 10 ou 12 ans, Manon sait qu'elle fera quelque chose dans le domaine des arts. Dessin, mise en scène ? Pour elle, l'attrait de l'écriture était aussi fort que celui de l'image. Elle va, beaucoup plus tard, découvrir le cinéma, mais ce n'est pas parce qu'elle a beaucoup fréquenté les salles de cinéma avant 17 ans. À Baie-Comeau, côté spectacles, c'était plutôt le désert. « Sur la Côte-Nord, on n'échappe pas à la culture sportive. J'ai grandi entre un gymnase et une piscine. Je rêvais des Jeux olympiques, je voulais me faire des épaules larges comme ça ! Même aujourd'hui, les grandes compétitions me font brailler comme un bébé ! Elles sont le condensé d'un drame parfait : il y a les protagonistes, l'enjeu, et la fin : la victoire ou le drame. »

Heureusement, il y a la polyvalente. Neuve, moderne. À 14 ans, Manon découvre le laboratoire de photo, un studio de télé ! « J'ai été très chanceuse ! » Pour le reste, elle se souvient d'avoir été longtemps en ligne directe avec Montréal par les journaux. « J'attendais d'avoir 17 ans, l'âge du cégep. » Au Vieux-Montréal, elle étudie le graphisme, se passionne pour les affiches, les pubs, les pochettes de disques et les couvertures de livres. « C'est au cégep que j'ai appris qu'on pouvait étudier le cinéma à l'Université Concordia.

Une vraie révélation, la découverte d'une porte ! »

Depuis sa sortie de Concordia, en 1988, Manon Briand apprend son métier. Elle fait de la direction artistique sur des petits films, avec le groupe Les films de l'Autre, tente de faire du cinéma indépendant. « On travaillait comme des artistes, des artisans, transportant nos bobines dans le coffre de nos voitures. L'ONF nous aidait... » Son premier film, *Les Sauf-conduits*, est tiré de *Casablanca*, où jouaient Humphrey Bogart et Ingrid Bergman. Ce film d'une heure, dans lequel Luc Picard joue son premier rôle au grand écran, sera la rampe de lancement de Manon. Les critiques sont excellentes, le film va de festival en festival, remportant plusieurs prix.

Les portes s'ouvrent : Manon Briand va tourner au Costa Rica pour le producteur Michel Ouellette. Puis elle tourne ses *Croix de bois*, et *Picotti Picota*, et enfin pour le producteur Roger Frappier, dans le film collectif *Cosmos*, présenté à Cannes. Et c'est chez Frappier qu'elle va faire rouler son idée de film de vélos.

Le grand succès de son *2 Secondes* est une extraordinaire aventure pour la réalisatrice et Manon la savoure pleinement. Mais toute médaille a son revers : on la reconnaît dans la rue, dans les cafés. Des comédiens sans emploi l'abordent. Pour la scénariste, c'est presque un drame. « Je fais un petit deuil de cette perte d'anonymat ! » Manon la scénariste cherche des idées loin de la réalité. « Le réel, il suffit de s'asseoir à une terrasse pour l'observer. Je n'ai pas besoin de 4 millions de dollars pour ça ! Je n'ai rien contre le documentaire, je ne suis pas contre l'idée d'immortaliser la vie présente, mais je suis attirée, fascinée par l'absurde, par l'étrangeté des choses. Je trouve qu'on ne s'éclate pas assez. La magie, on n'en fait plus ! » Elle rêve de Buñuel, de Godard, des surréalistes. « On ne va pas assez loin, dit la jeune cinéaste. J'ai envie de faire des choses vraiment « capotées », je veux tester les limites du permis. »

Sa mère et son père — « De vraies groupies, dit-elle en riant ! » — sont repartis pour Baie-Comeau. Manon va suivre son film au Festival de Toronto, préparer des sorties à bicyclette avec son frère et sa bande de copains, mais surtout elle va écrire. Parce que c'est là, longtemps avant de passer derrière la caméra, que commence son métier d'athlète complète du septième art. Son prochain sujet est un secret qu'elle garde jalousement. Mais ce sera certainement « capoté » !

« Je n'ai rien contre le documentaire, je ne suis pas contre l'idée d'immortaliser la vie présente, mais je suis attirée, fascinée par l'absurde, par l'étrangeté des choses. Je trouve qu'on ne s'éclate pas assez. La magie, on n'en fait plus ! »

BANQUE NATIONALE
il faut penser autrement

loto-québec

Encore plus que du talent,
de l'intelligence, même du génie,
l'excellence naît de l'effort.

ALCAN

Hydro Québec



Salut Bonjour du lundi au vendredi de 6 h à 9 h

Chaque lundi à 8 h 35, Guy Mongrain s'entretient avec la personnalité **La Presse** de la semaine

TVA